

DONALD TRUMP VEUT UNE
BAISE MASSIVE DES TAUX
La FED résistera-t-elle à la pression présidentielle ?

P 11

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Tebboune : «L'Algérie a adopté plusieurs stratégies»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, hier, les efforts consentis par l'Algérie pour réaliser sa sécurité alimentaire, à travers l'adoption de plusieurs stratégies de soutien à l'investissement dans le secteur agricole et la mobilisation des ressources en eau, tout en faisant face aux effets du changement climatique. P 3



SIGNATURE D'UN
MÉMORANDUM D'ENTENTE
DE COOPÉRATION DANS LES
TÉLÉCOMMUNICATIONS
**Vers une nouvelle ère
de coopération algéro-italienne**

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a affirmé que la signature d'un mémorandum d'entente de coopération entre l'Algérie et l'Italie constitue une étape fondatrice d'une nouvelle dynamique de travail conjoint, favorisant l'échange d'expertises et l'investissement commun.

P 2

LUTTE CONTRE LE
BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE
FINANCEMENT DU
TERRORISME

**Des progrès
significatifs réalisés**

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a mis en avant, hier à Alger, les progrès significatifs réalisés par l'Algérie en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il a souligné l'importance de sensibiliser davantage à la nécessité de poursuivre les efforts en matière de prévention et de répression, en s'appuyant sur les autorités de régulation et les institutions financières.

P 3

INVESTISSEMENTS DANS LES
INFRASTRUCTURES DE
RÉFRIGÉRATION

**Mise en place d'un
dispositif de
Financement**

Des accords ont été signés, dimanche à Alger, entre le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et six banques publiques portant sur la mise en place d'un dispositif de financement de l'investissement dans des structures frigorifiques de petite et moyenne taille, au profit des agriculteurs, en vue de renforcer les capacités de stockage des produits agricoles et d'en améliorer la commercialisation.

P 4

TÉLÉPHONIE MOBILE
**Djezzy investit
10,6 milliards de DA
au 2e trimestre P 2**

56E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION
DE SONELGAZ
**Une entreprise stratégique
tournée vers l'avenir P 5**

BOUMERDÈS
**Une récolte de plus
de 5 millions de quintaux
de raisin attendue P 6**

TTÉLÉPHONIE MOBILE
Djezzy investit
10,6 milliards de
DA au 2e
trimestre

Par S R.

L'opérateur public de téléphonie mobile, Djezzy, a investi plus de 10,6 milliards de DA au 2ème trimestre 2025, en hausse de 70,3% par rapport à la même période en 2024, confirmant sa dynamique de croissance et son ambition d'aller plus loin, notamment à travers la soumission de son offre pour l'obtention de la licence 5G.

« Djezzy a intensifié ses investissements durant le trimestre avec plus de 10,6 milliards de DA investis, soit une hausse de 70,3% par rapport à la même période en 2024, portant la couverture 4G à 95,2% de la population, soit 2.2 points de plus comparativement au 2ème trimestre de l'année 2024», a indiqué l'opérateur dans un communiqué.

L'opérateur a précisé, ajoute la même source, que cet investissement a permis de densifier le réseau, renforcer la qualité de la connectivité et offrir un accès équitable au haut débit mobile sur tout le territoire national.

Parallèlement, l'opérateur a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires à 29,6 milliards de DA, en hausse de 6,1% par rapport au 2ème trimestre 2024, une performance portée par la hausse du nombre d'abonnés qui a atteint 17,4 millions, soit une augmentation annuelle de 7,7%. L'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) s'est établi à 12,89 milliards de dinars, tandis que la marge EBITDA a atteint 43,6 % au cours de la période considérée. Poursuivant sa dynamique de développement, Djezzy a également soumis son offre pour l'obtention de la licence 5G, marquant une nouvelle étape dans sa stratégie d'innovation.

A cette occasion son Directeur général, Boumediene Senouci, cité dans le communiqué, a noté que les résultats du 2ème trimestre 2025 reflètent «une accélération des investissements pour renforcer notre réseau et à préparer le lancement de la 5G dans les meilleures conditions». Djezzy avait répondu, au cours du deuxième trimestre 2025, à l'appel à concurrence lancé par l'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Electroniques (ARPCE) pour l'attribution de licences 5G en Algérie. L'entreprise se dit pleinement prête à assurer un "déploiement efficace" de la 5G et à proposer des services conformes aux standards internationaux, en cohérence avec sa stratégie de modernisation continue du réseau, d'amélioration de la connectivité et d'enrichissement de l'expérience client.

DÉVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Algérie met en avant ses efforts à Shanghai

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, a mis en avant, lors de sa participation à la Conférence mondiale sur l'intelligence artificielle (WAIC 2025) à Shanghai (Chine), les efforts de l'Algérie dans le développement de l'intelligence artificielle (IA), la mise en place d'un écosystème numérique intégré et la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat, indique un communiqué du ministère.

Synthèse S R.

Dans une allocution prononcée lors des travaux du "Forum de haut niveau sur la gouvernance de l'IA", présidés par le ministre chinois des Sciences et des Technologies dans le cadre de cette Conférence mondiale (26-28 juillet), M. Ouadah a souligné l'importance de "l'établissement d'un cadre mondial juste et équitable pour réguler ce domaine sensible, en tenant compte de l'équilibre des intérêts et en protégeant les pays en développement de l'accroissement de la frac-

ture technologique". A cette occasion, le ministre a mis en avant l'expérience pionnière de l'Algérie dans ce domaine, notamment à travers la création d'écoles supérieures spécialisées, l'installation du Conseil scientifique de l'intelligence artificielle et le choix de l'IA comme thématique de la Conférence africaine des start-up, tenue en Algérie, soulignant l'engagement de l'Algérie à jouer un rôle central en la matière aux niveaux africain et international.

Lors de sa participation aux travaux du "Forum sur les politiques d'IA, dialogue et

coopération", M. Ouadah a alerté sur "l'accroissement de la fracture numérique, notamment dans les pays en développement, qui regorgent pourtant de jeunes compétences qualifiées", appelant à "une coopération internationale effective favorisant le transfert de technologies et une croissance inclusive et équilibrée dans ce domaine stratégique".

La participation de l'Algérie à cet événement mondial témoigne de son engagement effectif dans les efforts internationaux visant à encadrer le développement de l'IA, souligne le communiqué.

SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE DE COOPÉRATION DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vers une nouvelle ère de coopération algéro-italienne

Par R E.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a affirmé que la signature d'un mémorandum d'entente de coopération entre l'Algérie et l'Italie constitue une étape fondatrice d'une nouvelle dynamique de travail conjoint, favorisant l'échange d'expertises et l'investissement commun.

M. Zerrouki a indiqué, selon un communiqué de son département, qu'il a eu l'honneur d'accompagner le Président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de sa visite officielle en République italienne, qu'il a qualifiée d'étape importante dans le processus de renforcement des relations historiques et solides entre les deux pays.

Le ministre s'est également réjoui de sa participation aux rencontres bilatérales de haut niveau, présidées, du côté algérien, par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et du côté italien, par le Président de la République italienne, Sergio Mattarella, et la

Présidente du Conseil, Giorgia Meloni. Il a précisé qu'« au cours de ces réunions, nous avons réaffirmé notre engagement commun à développer les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'Italie dans divers domaines ».

Dans le même contexte, le ministre a salué sa rencontre bilatérale, qu'il a qualifiée de fructueuse, avec son homologue italien, le ministre des Entreprises et de l'Industrie, Adolfo Urso. Cette rencontre s'est soldée par la signature d'un mémorandum d'entente entre les deux pays,

traduisant une volonté politique commune de bâtir des partenariats économiques et technologiques stratégiques, notamment dans les domaines de l'innovation, de la transformation numérique et de l'industrie intelligente. Il a souligné que cette initiative jette les bases d'un nouveau chemin de coopération, encourageant l'échange de savoir-faire, les investissements conjoints, et l'accélération de l'innovation au service des intérêts communs des deux pays.

LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON ET LE PIRATAGE

La DGSN et l'ONDA renforcent leur coopération

Par R E.

La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) et l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) ont signé, hier à Alger, une convention-cadre visant à renforcer la coopération entre les deux instances dans le domaine de la lutte contre les crimes de contrefaçon et de piratage portant atteinte à la propriété artistique et littéraire, y compris dans le domaine numérique.

Cette Convention a été signée par le Directeur général de la Sécurité nationale, M. Ali Badaoui, et le directeur général de l'ONDA, M. Samir Thaalbi. A cet égard, le DGSN a précisé que cette convention vise à "renforcer la coopération entre les deux institutions dans la lutte contre les crimes de contrefaçon et de piratage et à protéger les œuvres artistiques et littéraires, tout en

contribuant à la protection de la créativité culturelle, face aux nouveaux défis posés par l'évolution technologique". Outre la coopération dans la lutte contre les crimes de contrefaçon et de piratage visant la propriété artistique et littéraire, y compris dans le domaine numérique, à travers des aspects procéduraux et des consultations juridiques, la convention couvre également la formation technique et technologique, ainsi que la sensibilisation. A cet égard, M. Badaoui a mis l'accent sur la nécessité de créer une commission mixte entre les deux parties chargée d'élaborer "une stratégie annuelle globale de lutte contre les crimes portant atteinte aux droits d'auteur et droits voisins, en tenant compte des évolutions numériques et cybernétiques", ainsi que "d'évaluer en permanence les actions communes afin d'améliorer et de développer les mécanismes de coordination et les

procédures de suivi". Il a rappelé, dans ce contexte, que la DGSN "a accordé un intérêt particulier à la lutte contre les crimes d'atteinte aux droits d'auteur et droits voisins", en œuvrant "depuis plus de deux décennies à élaborer un plan rigoureux axé sur plusieurs mesures qui ont donné des résultats très probants".

Pour sa part, M. Taâlibi a indiqué que cette convention prévoit "des mécanismes globaux de coopération sur les plans opérationnel, juridique et technique, ainsi que des programmes de formation, de sensibilisation et de coordination continue entre les deux parties". Il a ajouté que les experts de l'ONDA et les cadres de la DGSN "se partageront les missions dans le cadre de commissions techniques conjointes chargées d'élaborer des rapports minutieux et de proposer des plans d'action réalistes et efficaces".

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Tebboune : «L’Algérie a adopté plusieurs stratégies»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, hier, les efforts consentis par l'Algérie pour réaliser sa sécurité alimentaire, à travers l'adoption de plusieurs stratégies de soutien à l'investissement dans le secteur agricole et la mobilisation des ressources en eau, tout en faisant face aux effets du changement climatique.

Par Reda Hadi

Dans une allocution lue en son nom par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations Kamel Rezig, lors des travaux du 2e Bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS+4) à Addis-Abeba, le Président Tebboune a indiqué que l'Algérie avait «adopté plusieurs stratégies et politiques visant à réaliser la sécurité alimentaire et l'autosuffisance en produits agricoles et d'origine animale, en tenant compte des dimensions climatique, sanitaire et économique, pour atteindre des systèmes alimentaires résilients, inclusifs, sains et durables».

« L'Algérie a mis en place une feuille de route nationale de transformation durable des systèmes alimentaires avec l'adoption de mesures pratiques répondant à l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies, en 2023, à travers une gouvernance institutionnelle pour la transformation des systèmes alimentaires au niveau national, avec la participation de tous les départements ministériels concernés», a précisé le président de la République.

Pour ce faire, «une approche participative a été adoptée, associant différents acteurs nationaux et représentants d'organisations non gouvernementales et du mouvement associatif, en particulier

les organisations professionnelles, ainsi que des chercheurs et des universitaires, en accordant une importance particulière aux femmes et aux jeunes», a-t-il expliqué.

Passant en revue la politique algérienne visant à garantir la sécurité alimentaire et l'autosuffisance du pays en produits agricoles et d'origine animale, le président de la République a fait état du renforcement des secteurs stratégiques, notamment la culture céréalière, à travers «des mesures incitatives et l'augmentation des capacités de stockage et de réfrigération, afin de renforcer la sécurité alimentaire, de maintenir la stabilité des prix et de lutter contre le gaspillage». Il a, par ailleurs, souligné que cette réunion constituait «une étape charnière dans l'évaluation périodique de la situation alimentaire, adoptée depuis le Sommet de 2021, en passant par le Sommet de Rome tenu en 2023, consacré à l'évaluation de la situation alimentaire mondiale ».

Certes des résultats probants sont notés dans certaines filières, notamment le blé dur, dont la production est en augmentation constante, ainsi que les fruits et légumes dont la production cette année allie qualité, quantité et prix raisonnables. Mais cela n'entame en rien l'adoption par l'Algérie d'une gouvernance institutionnelle pour accompagner cette transformation, fondée sur une approche participative incluant les différents ac-

teurs nationaux, les ONG, les organisations de la société civile – notamment professionnelles – ainsi que les chercheurs et universitaires, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes, a rappelé le Président lors de son allocution.

Dans ce contexte, le Président a indiqué que les secteurs stratégiques, notamment la culture des céréales, ont été renforcés à travers des mesures incitatives et une augmentation des capacités de stockage et de réfrigération, avec la construction de 30 silos de stockage d'une capacité de 100 000 tonnes chacun. Il a également souligné que l'Algérie a encouragé l'agriculture saharienne en allouant 400 000 hectares de terres agricoles, avec pour objectif d'atteindre un million d'hectares d'ici 2025.

En somme, la concrétisation du développement d'autres filières est attendue à moyen-terme, notamment celles du lait et des viandes rouges, grâce à des investissements colossaux en partenariat avec des pays frères et amis et l'utilisation de techniques et d'instruments modernes destinés à optimiser les rendements tout en réduisant les coûts de production.

L'objectif de cette politique va au-delà de la sécurité alimentaire nationale. L'expérience de l'Algérie et ses ambitions sont, à ce titre, dignes d'être exposées et portées à la connaissance des participants à l'UNFSS.

61 RÉUNION DU COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT DE SUIVI (JMMC) DE L'OPEP+ Participation du ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables

Par S R.

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a pris part, hier, par visioconférence, aux travaux de la 61^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) de l'OPEP et des pays non membres. Étaient également présents à cette réunion : le président-directeur général de Sonatrach, M. Rachid Hachichi, le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), M. Samir Bekhti, ainsi que plusieurs cadres du ministère.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de coopération. Elle a réuni les ministres de l'Énergie des pays membres du comité, à savoir : l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela (pour les pays membres de l'OPEP), ainsi que le Kazakhstan et la Russie (pour les pays non membres).

Les discussions ont principalement porté sur l'évaluation du respect, par les pays signataires de l'accord OPEP+, de leurs engagements en matière de réduction de la production durant les mois de mai et juin 2025. Le comité a constaté avec satisfaction que la grande majorité des pays participants continuaient de faire preuve d'un engagement fort et constant envers les décisions prises.

Le comité a salué les efforts soutenus déployés pour garantir l'application rigoureuse des ajustements de production et la compensation des volumes excédentaires produits. Il a réaffirmé l'importance du respect intégral des engagements convenus, soulignant que l'équilibre et la stabilité du marché pétrolier international demeurent tributaires de la discipline collective et de la cohésion des pays de l'alliance OPEP+.

Enfin, le comité ministériel a décidé de tenir sa prochaine réunion le 1^{er} octobre 2025, afin de poursuivre le suivi de l'évolution du marché et du niveau de conformité des pays participants.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Des progrès significatifs réalisés

Par Sirine R

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a mis en avant, hier à Alger, les progrès significatifs réalisés par l'Algérie en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il a souligné l'importance de sensibiliser davantage à la nécessité de poursuivre les efforts en matière de prévention et de répression, en s'appuyant sur les autorités de régulation et les institutions financières.

Dans son allocution prononcée lors d'une conférence organisée par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), consacrée à la présentation des résultats du rapport d'évaluation sectorielle des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans le domaine des valeurs mobilières, M. Bouzred a salué le travail accompli par les institutions bancaires et les organes de régulation. Ces efforts ont permis l'élaboration, dans les délais impartis, des rapports sectoriels de lutte contre le blanchiment d'argent, offrant ainsi une vision globale des actions menées dans ce domaine.

Pour sa part, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a réaffirmé l'engagement ferme de l'Algérie dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Dans son discours, le ministre a rappelé les efforts consentis sur le plan législatif, avec la révision de la loi n° 05-01 sur la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, adoptée en 2023 et publiée au Journal officiel n° 47. Ce texte intègre plusieurs concepts nouveaux, tels que celui de bénéficiaire effectif, les actifs virtuels et la notion de crime initial.

Cette réforme vise, indique le ministre, à renforcer les mécanismes de prévention ; élargir les prérogatives des autorités de régulation et de contrôle ; habilitier les officiers de police judiciaire à mener des enquêtes parallèles ; ajuster le régime des sanctions pénales à la gravité des infractions et enfin consolider la coopération internationale. Parmi les mesures phares évoquées figure la création du registre national des bénéficiaires effectifs, outil central pour la traçabilité des flux financiers et la transparence des structures juridiques. D'autres textes d'application, re-

latifs aux sanctions financières ciblées ou encore au contrôle interne dans les banques et institutions financières, sont venus compléter ce dispositif.

De son côté, M. Youcef Bouzenada, président de la COSOB, a rappelé que le marché des valeurs mobilières en Algérie regroupe environ 100 000 investisseurs, avec une capitalisation boursière de plus de 744 milliards de dinars et près de 18 milliards de dinars de titres de créance négociés. Cela nécessite, selon lui, une prise de conscience accrue des risques liés à ce secteur, ainsi qu'un renforcement des outils de contrôle et de prévention au sein de chaque entité concernée.

Il a considéré que l'initiative de la COSOB d'établir ce rapport sectoriel constitue une contribution directe à la mise en œuvre des axes de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le rapport présenté a été élaboré par la commission sur la base d'un questionnaire couvrant 13 variables appliquées aux entités concernées : les intermédiaires boursiers, les sociétés de capital-investissement et la société de gestion de la Bourse.

Les résultats du rapport concluent à des niveaux de menace allant de « très faibles

» à « faibles » pour l'ensemble des entités évaluées, avec des niveaux de risque jugés également « faibles » à « modérément faibles ». Parmi ses principales recommandations, le rapport insiste sur la nécessité d'améliorer les mécanismes de surveillance à travers une approche fondée sur l'évaluation des risques, accompagnée de sanctions et de mesures de contrôle proportionnées au niveau de risque identifié. Il préconise également de concentrer, à court terme, les efforts sur les intermédiaires boursiers et les sociétés de capital-investissement.

En marge de cette rencontre, une convention a été signée entre la COSOB et le ministère de la Justice. Celle-ci vise à renforcer les échanges d'informations, l'expertise et l'entraide entre les deux institutions dans les domaines liés à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. L'accord prévoit notamment une interconnexion automatique entre la COSOB et la plateforme du casier judiciaire, comme outil de vérification de la probité des dirigeants, actionnaires et bénéficiaires effectifs des entreprises placées sous le contrôle de la commission, selon les explications fournies à l'occasion.

AVEC L'ACCORD ENTRE L'UE ET WASHINGTON
Le pétrole se renforce

Les cours du pétrole progressent lundi renforcés par l'accord commercial entre les Etats-Unis et l'Union européenne qui favorise les perspectives de demande énergétique, les investisseurs se tournant désormais vers la réunion de l'Opep+ prévue dimanche prochain.

Vers 09H25 GMT (11H25 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 0,83% à 69,01 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 0,84% à 65,71 dollars. L'accord prévoit des droits de douane de 15% sur les importations européennes aux Etats-Unis, avec des exceptions sur certains produits stratégiques.

Ce compromis est perçu par le marché comme un facteur positif car "si les négociations avaient échoué, des droits de douane de 30% seraient entrés en vigueur le 1er août", soulignent les analystes d'ING, avec des représailles probables de l'UE.

L'accord renforce "les anticipations d'une croissance mondiale plus forte et d'une hausse de la demande future de pétrole", explique John Plassard, analyste chez Cité Gestion.

L'UE s'engage aussi à acheter aux Etats-Unis 750 milliards de dollars d'énergie sur trois ans - visant notamment à remplacer le gaz russe. Pour se détourner du gaz naturel russe, "l'UE était déjà prête à s'appuyer davantage sur les Etats-Unis pour ses besoins énergétiques", notent néanmoins les analystes d'ING.

INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES DE RÉFRIGÉRATION

Mise en place d'un dispositif de Financement

Des accords ont été signés, dimanche à Alger, entre le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et six banques publiques portant sur la mise en place d'un dispositif de financement de l'investissement dans des structures frigorifiques de petite et moyenne taille, au profit des agriculteurs, en vue de renforcer les capacités de stockage des produits agricoles et d'en améliorer la commercialisation. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège du ministère des Finances, en présence du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, ainsi que des directeurs généraux des banques publiques concernées et de cadres des deux ministères. Cette initiative s'inscrit en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion du 50e anniversaire de la création de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) (26 novembre 2024), lesquelles insistaient sur la nécessité de renfor-

cer les capacités de stockage sous froid. A ce titre, la directrice générale de l'Investissement et du Foncier au ministère de l'Agriculture, Mme Souad Assous, a signé les accords avec le directeur général de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR), M. Mohand Bourai, le directeur général de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), M. Houari Rahali, le directeur général par intérim de la Banque de développement local (BDL), M. Mohamed Mebarek, le directeur général de la CNEP Banque, M. Sid Ahmed Bouziani, le directeur général du Crédit populaire d'Algérie (CPA), M. Ali Kadri, ainsi que le directeur général de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Samir Tamrabet. En vertu de ces accords, la valeur du crédit d'investissement, dit "Tabrid", s'élève à 150 millions de DA, sans intérêts, avec un délai de remboursement pouvant aller jusqu'à 10 ans, au profit des agriculteurs désirant réaliser des chambres ou entrepôts frigorifiques d'une capacité allant de 300 à 5000 m3. A cette occasion, le ministre des Finances a souligné que la réa-

lisation de structures et d'entrepôts frigorifiques à travers les différentes wilayas du pays contribuera à améliorer le stockage des produits agricoles, ce qui se répercutera positivement sur l'équilibre du marché et la stabilité des prix, en sus d'encourager les agriculteurs à investir dans d'autres projets. Pour sa part, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a affirmé que la création de structures frigorifiques de petite et moyenne taille permettra de stocker les surplus de produits agricoles de les écouler localement en période de pénurie, ce qui renforcera l'équilibre du marché et augmentera les taux de production. Le ministre a indiqué que ce programme, réalisé en coopération avec le ministère des Finances, entrera en vigueur dans les prochains jours et viendra compléter le mécanisme commun entre les ministères des Finances, de l'Agriculture et de l'Intérieur visant à régulariser la situation du foncier agricole, ce qui permettra aux agriculteurs d'investir dans leurs terres et de réaliser des chambres froides.

USTHB

11 brevets d'invention dans divers domaines en 2025

Le recteur de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar, Djamel Eddine Akretche a fait état, dimanche à Alger, du recensement de onze (11) brevets d'invention obtenus par des étudiants et des enseignants encadrants de l'université au cours de l'année 2025. Lors d'une cérémonie organisée en l'honneur des étudiants détenteurs de brevets d'invention en chimie, M. Akretche a précisé que l'USTHB de Bab Ezzouar a "recensé 11 brevets d'invention dans plusieurs disciplines,

obtenus par des étudiants et des enseignants encadrants au cours de l'année 2025". Il s'agit de projets couvrant plusieurs domaines, notamment "la physique, la chimie, le génie mécanique et électrique, ce qui permettra à ces étudiants de créer des start-up", a-t-il ajouté. A ce titre, le recteur a mis en avant les efforts de l'université en vue d'"encourager les étudiants à se lancer dans l'entrepreneuriat et

l'innovation, à travers la mise à disposition d'un espace équipé de toutes les structures et moyens nécessaires pour mieux les accompagner les étudiants dans ce domaine". Il a fait observer, à cette occasion, que "quinze (15) projets de création de start-up ont été programmés pour l'année 2025 par plusieurs étudiants, parmi lesquels huit (8) ont déjà été lancés".

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 23 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Juillet 2025

Produits		Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ¹			المنتجات	
		DA / Kg دج / كلف				
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	61	68	54	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	72	86	58	الطماطم	
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف	
	Ail sec	423	489	358	الثوم الجاف	
	Carotte	95	107	84	الجزر	
	Navet	120	133	106	لفت	
	Poivron	97	109	84	الفلفل الاخضر	
	Piment	115	133	97	الفلفل الحار	
	Courgette	86	99	74	الكوسة	
	Haricot vert	236	255	217	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	102	115	89	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	386	467	305	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	578	708	448	التمر	
	Banane	433	444	420	الموز	
	Melon	101	116	85	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	72	83	60	البطيخ الاحمر	
	Raisin	267	324	209	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1780	1908	1652	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	337	350	324	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	17	14	الببيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	428,00	NC	0,00	0,54	1,02	8,22	7,04	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 435,00	1440,00	0,35	0,13	1,65	9,26	5,40	9297	13 387 680,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	1,37	5,63	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,57	0,59	10,89	5,48	1517	3 463 311,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,34	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,53	2,03	-	0	0,00

HYDROCARBURES, ÉNERGIES RENOUVELABLES,
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Vers un renforcement de la coopération algéro-américaine

La coopération énergétique entre l'Algérie et les États-Unis prend un nouvel essor stratégique, portée par une série de rencontres de haut niveau et la signature de mémorandums d'entente visant à consolider les partenariats dans les domaines des hydrocarbures, des énergies renouvelables et de la transition énergétique. Dans ce cadre, Mohamed Arkab, ministre d'État de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, a reçu dimanche à Alger Massad Boulos, haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, afin de discuter du renforcement de cette coopération bilatérale.

Par Mourad. A.

Cette audience, tenue en présence de hauts responsables des deux pays, dont l'ambassadrice des États-Unis en Algérie et les secrétaires d'État chargés des Mines et des Énergies renouvelables, s'inscrit dans une dynamique renouvelée de dialogue stratégique entre Alger et Washington. Elle a d'ailleurs été précédée d'une rencontre officielle entre Massad Boulos et le président Abdelmadjid Tebboune, marquant la profondeur de la relation bilatérale et la volonté de bâtir un partenariat global fondé sur la confiance, le respect mutuel et les intérêts communs. Pour rappel, le président Tebboune avait reçu en début du mois de juillet les représentants des groupes Chevron et ExxonMobil, deux majors américains aux ambitions affirmées sur le marché algérien. Le président avait réaffirmé l'engagement de l'Algérie à créer un climat propice aux investissements, saluant l'intérêt croissant des partenaires américains pour les secteurs des hydrocarbures, des énergies renouvelables, mais aussi des mines et de l'hydrogène vert. Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa rencontre avec le chef de l'État, John Ardill, vice-président chargé de l'exploration internationale chez ExxonMobil, avait souligné la qualité de l'échange : « Le président a démontré une connaissance approfondie des potentialités algériennes. Nous espérons avancer rapidement dans ce projet d'investissement, qui pourrait contribuer de manière significative à la production d'hydrocarbures en Algérie ». De son côté, Joe Cook, vice-président de Che-

vron, s'est dit encouragé par l'accord de principe en cours de discussion avec Sonatrach, ajoutant : « Nous nous réjouissons de poursuivre les négociations dans un esprit constructif et durable ». Lors de l'audience avec Massad Boulos, le ministre Mohamed Arkab a mis en avant les acquis de la coopération bilatérale dans le secteur énergétique, citant la collaboration entre Sonatrach, Chevron et ExxonMobil, ainsi que le partenariat entre Sonelgaz et General Electric, à travers l'usine GEAT de Batna, symbole d'un transfert technologique réussi. Il a déclaré : « Nous attachons une grande importance à l'implantation locale des technologies américaines. Le modèle de GEAT est un exemple concret de ce que nous voulons multiplier : une industrie nationale intégrée, tournée vers l'exportation et l'innovation ». La signature de plusieurs mémorandums d'entente entre Sonelgaz et General Electric Vernova constitue un autre jalon important de cette dynamique. Ces accords portent sur l'exportation de turbines à gaz et d'équipements de haute tension fabriqués localement à Batna vers des marchés du Moyen-Orient, avec une première livraison prévue dès le 4e trimestre 2025. Par ailleurs, M. Arkab a présenté la nouvelle stratégie nationale de développement du secteur, qui repose sur la valorisation des ressources, l'accroissement de la production de pétrole et de gaz, la transformation industrielle (notamment la pétrochimie) et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il a également souligné les avantages concurrentiels du nouveau cadre juridique algérien, conçu pour faciliter l'investissement étranger

tout en promouvant le contenu local. La coopération énergétique entre l'Algérie et les États-Unis ne se limite pas aux hydrocarbures. Les deux parties ont exprimé leur intérêt pour le développement de projets communs dans les domaines de l'hydrogène vert, de l'énergie éolienne, du stockage énergétique, ainsi que pour la fabrication locale des équipements associés. Ces axes s'inscrivent pleinement dans la vision de l'Algérie de réduire progressivement sa dépendance au gaz naturel dans la production électrique, tout en atteignant les objectifs de transition énergétique à l'horizon 2035. Massad Boulos a réitéré l'engagement de son pays en déclarant : « Les États-Unis attachent une grande importance à leurs relations avec l'Algérie. Nous avons des intérêts communs dans la stabilité régionale, la sécurité énergétique et le développement durable. Nos discussions ont été franches, constructives et prometteuses pour l'avenir ». Il a également évoqué « l'énorme potentiel de coopération commerciale dans le domaine de l'énergie, tant au niveau national que continental ». La coopération algéro-américaine dans le secteur énergétique s'inscrit désormais dans une vision intégrée et durable, conjuguant exploitation responsable des ressources fossiles, développement industriel local et transition énergétique. Le renforcement de ce partenariat stratégique, soutenu au plus haut niveau de l'État, positionne l'Algérie comme un acteur clé et fiable dans l'approvisionnement énergétique international, tout en ouvrant la voie à de nouvelles opportunités technologiques et économiques.

EXPORTATION DE GNL La Turquie et la France, principaux clients de l'Algérie

Par M. A.

Malgré un contexte marqué par des ajustements techniques sur ses infrastructures gazières, l'Algérie a su maintenir son ancrage sur le marché mondial du gaz naturel liquéfié (GNL), en consolidant ses relations commerciales avec ses deux principaux clients européens : la Turquie et la France. Selon les dernières données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la Turquie et la France ont représenté ensemble plus de 62 % des exportations algériennes de GNL au cours du premier semestre 2025, avec des volumes respectifs de 1,64 million de tonnes et 1,34 million de tonnes. Cette performance confirme la place stratégique de l'Algérie dans l'approvisionnement énergétique du bassin méditerranéen. Si les exportations de GNL ont connu une légère baisse au début de l'année, en raison d'opérations de maintenance planifiées sur les installations de Skikda et Arzew, la reprise est déjà amorcée. Après un premier trimestre légèrement en retrait (2,24 millions de tonnes, le niveau le plus bas depuis 2018), les exportations ont rebondi à 2,55 millions de tonnes au deuxième trimestre 2025, grâce à la remise en service progressive des unités. Au total, l'Algérie a exporté 4,79 millions de tonnes de GNL entre janvier et juin 2025, contre 6,25 millions de tonnes sur la même période en 2024. Ce recul temporaire, bien que notable, s'inscrit dans un contexte maîtrisé et devrait se résorber dans les prochains mois avec la pleine disponibilité des infrastructures. Parallèlement, l'Algérie poursuit une politique ambitieuse de développement de son secteur énergétique. À la fin de l'année 2024, cinq nouveaux contrats ont été signés avec huit compagnies internationales, dans le cadre d'une nouvelle ronde de licences. Ces partenariats visent à valoriser des réserves estimées à 330 milliards de mètres cubes de gaz naturel et 349 milliards de mètres cubes de gaz associé, en plus de 562 millions de barils de pétrole. Cette dynamique devrait contribuer à renforcer la capacité d'exportation à moyen terme, tout en consolidant la fiabilité de l'Algérie en tant que fournisseur énergétique de confiance. En parallèle à sa stratégie gazière, le pays cherche à rééquilibrer son mix énergétique. Le gouvernement prévoit d'installer 15 000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2035, ce qui permettra de réduire la part actuelle du gaz dans la production d'électricité, aujourd'hui estimée à 98,7 %.

56E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE SONELGAZ

Une entreprise stratégique tournée vers l'avenir

Synthèse Selma R.

À l'occasion du 56^e anniversaire de la création de la Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), le Président-Directeur général du groupe, Dr. Mourad Adjal, a adressé un message aux travailleurs du groupe, saluant leur engagement constant au service du pays et réaffirmant la place centrale de l'entreprise dans la souveraineté énergétique nationale. Dans son allocution, le PDG a tenu à souligner les efforts inlassables déployés par les équipes de Sonelgaz, qui ont permis de consolider l'indépendance énergétique de l'Algérie et d'ancrer l'entreprise comme un acteur de poids dans le tissu économique national et régional. « Cette commémoration est

bien plus qu'un simple anniversaire », a-t-il déclaré, indiquant que : « C'est une opportunité de revisiter les défis du service public, de tracer de nouvelles stratégies, et de placer Sonelgaz au cœur du projet de développement national ». Le premier responsable du groupe a rappelé que Sonelgaz avait récemment finalisé une restructuration organique en profondeur, accompagnée d'une révision stratégique visant à recentrer les activités du groupe autour de ses missions fondamentales. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des orientations nationales pour une transition énergétique durable et inclusive, a-t-il dit, affirmant qu'un accent particulier a été mis sur la gestion des ressources humaines, désormais encadrée par une cartographie équitable des parcours professionnels.

Le PDG a insisté également sur la nécessité de renforcer la formation et le développement des compétences, notamment à la lumière des engagements exprimés par le Président de la République.

Modernisation et ambitions renouvelables

Parmi les axes structurants évoqués, Sonelgaz poursuit le renforcement du service public à travers le raccordement des zones agricoles et reculées, l'extension des réseaux de gaz et d'électricité, ainsi que l'installation d'équipements de sécurité électrique. L'entreprise se prépare également au lancement de la première phase d'un ambitieux projet de raccordement de 15 000 MW d'énergies renouvelables à l'horizon 2035. Mourad

Adjal a par ailleurs salué la réussite de la campagne estivale 2024, marquée par des conditions climatiques extrêmes. Grâce à une planification proactive et une exploitation souple du réseau, Sonelgaz a su répondre à une demande de pointe record, tout en maintenant ses engagements d'exportation d'électricité. Appellant ses collaborateurs à maintenir le cap, Dr. Adjal a insisté sur l'importance de l'esprit d'équipe, de la rigueur et de la rapidité d'exécution, valeurs fondatrices du succès de Sonelgaz. Il a exprimé sa confiance en la capacité du groupe à poursuivre sa modernisation et à asseoir durablement sa place sur la scène économique nationale et régionale. « Continuons ensemble à construire une Sonelgaz plus forte, plus moderne, et plus ouverte », a-t-il conclu.

ILLIZI

La Sonelgaz lance une large campagne pour le recouvrement de ses créances

L'Entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a lancé, dans la wilaya d'Illizi, une large campagne de recouvrement de ses créances s'élevant, à fin juin dernier, à plus de 416 millions DA (MDA) détenus sur ses clients, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'entreprise. Parmi ces créances, 43 MDA sont détenus sur les ménages ordinaires, 196 MDA sur les administrations, plus de 119 MDA sur les entreprises économiques et privées et 58 MDA représentant des dettes de travaux, a-t-on détaillé. Pour recouvrer ses créances, la Sonelgaz invite les concernés à rapprocher de ses agences commerciales pour s'acquitter de leurs dettes et bénéficier des facilités prévus à cet effet, dont le paiement en ligne et le paiement par cartes CIB et Edhahabia, et éviter ainsi le recours aux procédures réglementaires, dont la coupure de courant. La direction locale de la Sonelgaz a expliqué que cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts visant à réduire le fardeau de la dette qui gêne l'entreprise dans la mise en œuvre de sa stratégie d'amélioration de ses prestations, d'électrification des exploitations agricoles, de raccordement des zones industrielles, de modernisation de ses installations et d'ouverture de nouvelles agences.

BOUMERDÈS

Une récolte de plus de 5 millions de quintaux de raisin attendue

Une récolte abondante de raisins de table de différentes variétés dépassant les cinq (05) millions de quintaux est prévue à Boumerdès, au terme de la campagne en cours (2025/2026), a rapporté dimanche une source de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

La cheffe du service de l'organisation de la production et de l'appui technique à la DSA, Yamina Boussoussa, a expliqué à l'APS que la récolte prévue pour cette campagne "sera en hausse par rapport à la campagne agricole précédente", qui avait enregistré environ 4,6 millions de quintaux, avec un rendement oscillant entre 250 et 260 quintaux par hectare. Elle a affirmé que les premiers indicateurs de la campagne de récolte obtenus à ce jour "prédisent une production abondante" de ce fruit, dont la wilaya est le premier producteur à l'échelle nationale, avec 56 % de la production nationale totale au cours des trois dernières années.

Elle attribue cette hausse de la production à une augmentation de la superficie plantée en vigne d'environ 1200 hectares cette saison, portant la superficie totale à plus de 20.900 hectares, dont environ 18.200 hectares sont productifs. Elle explique également cette amélioration par un rendement accru des arbres, une propagation réduite des insectes et des maladies, ainsi qu'une utilisation efficace des engrais. La même responsable a également indiqué que depuis le début de la récolte début juillet, plus de 21.000 quintaux de la variété "Cardinal" avaient été récoltés à ce jour sur une superficie de 1113 hectares, soit 31 % de la superficie totale plantée es-

timée à 3 908 hectares. La production de la variété "Victoria" a atteint 1760 quintaux sur une superficie de 130 hectares, celle du "Muscat" a dépassé les 400 quintaux sur une superficie de 518 hectares, et celle du "Dattier" a atteint 375 quintaux sur une superficie de 2,5 hectares. La récolte des neuf autres variétés se fera de manière progressive, au fur et à mesure. Il convient de noter que près de 90 % de la superficie totale consacrée à la culture de la vigne est classée en "production abondante", et que les communes de Bordj Menaïel, Sidi Daoud et Baghlia représentent 44 % de la production totale de la wilaya.

OUM EL BOUAGHI

Plus de 3.000 m³ d'eau récupérés quotidiennement après la réparation des fuites de la canalisation de transfert du barrage d'Ourkis

Plus de 3.000 m3 d'eau qui été quotidiennement perdus sont désormais récupérés après la réparation des fuites enregistrées sur la canalisation de transfert des eaux du barrage d'Ourkis de la commune d'Ain Fakroun, wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris dimanche auprès de l'Algérienne des eaux (ADE). Dans une déclaration à l'APS, le chef du département d'exploita-

tion à l'unité locale de l'ADE, Abderrazak El-Assoui, a précisé que la réparation de cinq (5) fuites sur la canalisation de transfert depuis le barrage d'Ourkis vers les communes d'Oum El Bouaghi, Ain Beida et Berrich a permis la récupération de ces quantités d'eau. L'opération de réparation, supervisée par l'unité de production Ain Dalia de la wilaya de Souk Ahras qui gère l'unité de pompage du

barrage d'Ourkis, a été entamée mardi passé et s'est poursuivie jusqu'à vendredi, a précisé la même source. Cette action a mobilisé sept (7) unités de distribution de l'ADE des wilayas de Batna, Skikda, Annaba, Khenchela, Souk Ahras, Mila et Oum El Bouaghi outre l'unité d'Ain Dalia, a précisé M. El-Assoui. L'objectif de l'opération de répara-

tion des fuites et de maintenance de la canalisation est de préserver cette denrée vitale, améliorer le service public d'approvisionnement des citoyens en eau potable, endiguer les risques de contamination par les maladies à transmission hydrique et protéger les installations de la station de pompage du barrage d'Ourkis, a indiqué le même responsable.

SAÏDA

Plusieurs projets de développement en cours de réalisation à Ouled-Brahim et El Hassasna

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation dans les communes de Ouled-Brahim et El Hassasna (wilaya de Saïda), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Selon la même source, ces projets dont les travaux ont été lancés au début de l'année en cours, concernent, au niveau de la commune de Ouled-Brahim, l'aménagement et le bitumage de routes reliant la route nationale RN

94 aux localités de Ayoun-Branis, Arabi, Bennejadi, Benyahia et Abdelouahab, sur une distance de 1,3 km. Ils portent également sur l'aménagement et le bitumage du chemin rural reliant la route nationale RN 94 au village de Ouled Zelmat (2,9 km), ainsi que l'aménagement des axes principaux et des routes des villages de Touta et Ras Guercif. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour la réhabilitation de l'école pri-

maire "Cheikh-Bouziane", du jardin public du quartier "Dâamach Moussa", et de la salle de soins du village "El Khrichfa". D'autres opérations concernent la réalisation d'un réseau d'alimentation en eau potable dans les villages de Sidi Makhoulouf et Ouled-Ali, ainsi que l'achèvement du réseau d'assainissement au niveau du village El-Abid, en sus de la réalisation d'un château d'eau d'une capacité de 300 m3, dont les travaux sont en cours dans

le village de Touata, a-t-on indiqué. S'agissant des projets lancés dans la commune d'El-Hassasna, le programme en cours comprend des travaux d'aménagement extérieur de la rue Ameur Mohamed, notamment le bitumage des routes, l'installation de l'éclairage public, l'aménagement d'un jardin public, ainsi que la réhabilitation de l'école primaire "Bouchouareb Abdelkader", entre autres opérations.

TIZI-OUZOU

Des chauffeurs de taxi en formation pour obtenir le livret de places

Une formation destinée aux chauffeurs de taxi en vue de l'obtention du livret de places a été lancée, dimanche à Tizi-Ouzou, après l'octroi par le ministère des Transports d'une dérogation spéciale pour la wilaya autorisant l'ouverture de nouvelles lignes. Le coup d'envoi de cette formation a été donné par le wali, Aboubakr Esseddik Boucetta, au centre de formation professionnelle Imerzouken Mohand Arezki (haute ville de Tizi-Ouzou). A l'issue de cette session, les participants obtiendront le livret de places, un document indispensable pour l'exercice légal de la profession de

transporteur de voyageurs. Cette initiative intervient après l'octroi par le ministère des Transports d'une autorisation exceptionnelle à Tizi-Ouzou de 500 licences de taxi. Cette mesure devrait générer pas moins de 1.000 postes d'emploi dans la wilaya, selon les détails fournis par la cellule de communication de la wilaya. Les licences se répartissent comme suit : 35 pour les taxis individuels, 247 pour les taxis collectifs urbains, et 218 pour les taxis intercommunaux, a-t-on détaillé de même source. Parallèlement, le parc de transport collectif de voyageurs sera renforcé par 886 licences supplémentaires dédiées

au transport collectif, réparties sur différentes lignes pour desservir l'ensemble des communes de la wilaya. La formation, d'une durée de 15 jours par groupe et d'un volume horaire de 42 heures, vise à doter les transporteurs de compétences essentielles dans le domaine. Ils seront formés à l'amélioration du service client, à la gestion des différents types de passagers, et à la maîtrise des lois régissant le transport public de voyageurs. Un module spécifique présentera également le cahier des charges de la profession, qu'il s'agisse de trajets urbains ou interurbains. L'objectif principal de l'octroi de ces licences exceptionnelles est

d'améliorer, renforcer et diversifier l'offre de transport pour les citoyens, notamment pour les habitants des nouveaux pôles urbains. Il s'agit notamment du pôle d'excellence, les cités AADL, et les Logement Public Locatif (LPL) des zones d'Oued Falli et de la zone des dépôts. Lors de son allocution, le wali a souligné l'importance de cette formation. Il a réaffirmé le soutien et l'accompagnement des autorités de la wilaya pour garantir aux transporteurs toutes les conditions nécessaires à l'accomplissement optimal de leur mission de service public, sur l'ensemble du territoire de Tizi-Ouzou.

EN METTANT LES EUROPÉENS DEVANT LE FAIT ACCOMPLI

Trump se débarrasse-t-il de la guerre en Ukraine ?

Le président signale au sommet de l'OTAN que ses priorités pourraient être différentes aujourd'hui. La guerre aérienne entre Israël et l'Iran au cours des deux dernières semaines a détourné l'attention du monde de la guerre en Ukraine.



Ian Proud (*)

Le sommet de l'OTAN de La Haye confirme que le président Donald Trump considère désormais que les dépenses de la guerre sont désormais le problème de l'Europe. Il est moins évident qu'il aura la patience de continuer à faire pression pour la paix. L'une des plus grands dommages diplomatiques de la guerre aérienne entre Israël et l'Iran a été l'attention portée par les États-Unis à la guerre en Ukraine et sa couverture médiatique. Malgré la poursuite des échanges de cadavres et de prisonniers de guerre, les pourparlers de paix entre les deux parties, entamés à Istanbul au début du mois de juin, n'ont pas progressé. Toutefois, il a été question d'un troisième cycle de négociations dès la semaine prochaine. Avant cela, le sommet de l'OTAN de La Haye était l'occasion de maintenir l'Ukraine dans le collimateur des États-Unis. Cela ne s'est pas vraiment passé ainsi. Au lieu de cela, si le sommet de l'OTAN a montré un réel intérêt, c'est pour verrouiller l'engagement des alliés européens à dépenser 5 % du PIB pour la défense, une priorité essentielle pour le président Trump depuis son entrée en fonction. Mission accomplie. À l'exception de l'Espagne, les alliés de l'OTAN ont désormais pris cet engagement. Toujours aussi charmant, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a envoyé un message au président Trump, d'une obséquiosité écoeurante qui pourrait même faire grimacer certains néoconservateurs partisans de la guerre et les pousser à chercher un sac à vomir. « Monsieur le Président, cher Donald [...] vous nous avez conduits à un moment vraiment, vraiment important pour l'Amérique, l'Europe et le monde. Vous allez réaliser quelque chose qu'AUCUN président américain n'a pu faire depuis des décennies. »

Il a ensuite été réprimandé pour avoir fait des remarques telles qu'il a appelé Trump « papa » lors du sommet. Néanmoins, on ne peut échapper au sentiment que l'Ukraine est tombée bien bas dans la liste des priorités de Trump, et donc dans celle de l'OTAN. Alors que le communiqué du sommet de Washington de 2024 comptait plus de 5 300 mots riches en intentions normatives et en bavardages bureaucratiques, la déclaration du sommet de La Haye de 2025 ne comptait que 425 mots, presque exclusivement axés sur l'objectif de dépenses de l'OTAN. Alors que le communiqué de Washington indiquait : « Nous continuerons à la soutenir [l'Ukraine] sur la voie irréversible d'une pleine intégration euro-atlantique, y compris l'adhésion à l'OTAN », la déclaration de La Haye ne le faisait pas, ce qui a déjà été interprété comme un assouplissement de la position de l'OTAN par certains commentateurs du courant dominant. L'ire européenne a encore été provoquée par l'indication du secrétaire d'État Marco Rubio selon laquelle les États-Unis ne soutiendraient pas de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie pour le moment. La déclaration dit simplement : « Les Alliés réaffirment leurs engagements souverains permanents de fournir un soutien à l'Ukraine, dont la sécurité contribue à la nôtre, et, à cette fin, ils incluront les contributions directes à la défense de l'Ukraine et à son industrie de défense dans le calcul des dépenses de défense des Alliés. » Pour ceux qui ne sont pas habitués à interpréter les subtilités du langage des communiqués, ce langage dit deux choses. Premièrement, l'emploi du mot « souverain » signifie que si certains alliés peuvent choisir souverainement de financer l'Ukraine, d'autres peuvent choisir de ne pas le faire. C'est une indication claire de ce que nous avons observé depuis un certain temps, à savoir que le président Trump considère

que le financement de la guerre en Ukraine est le problème de l'Europe, et non celui de l'Amérique. Deuxièmement, et de manière plus évidente, le financement de l'Ukraine peut contribuer à l'objectif de 5 % des Alliés, bien que, au moins pour le Royaume-Uni, ce soit déjà le cas. Au cours de leur rencontre, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a interrogé le président Trump sur la possibilité d'acheter des missiles Patriot supplémentaires. Bien que Trump ne se soit pas engagé sur ce point, il semble clair que tout achat futur par l'Ukraine de matériel militaire américain, s'il a lieu, sera de toute façon effectué avec de l'argent européen. Pour sa part, Rutte semble s'efforcer seul de faire avancer le train de la prospérité européenne. S'exprimant avant le sommet, il a fait référence à des promesses de 35 milliards de dollars de soutien supplémentaire à l'Ukraine depuis le début de l'année, sans donner de détails. Toutefois, nous savons que plus de la moitié de la promesse de 24 milliards de dollars faite en avril comprenait des fonds de l'Allemagne à verser sur quatre ans. En réalité, l'OTAN n'a donc obtenu jusqu'à présent qu'un total maximum de 22 milliards de dollars pour 2025, ce qui accroît encore la pression sur les énormes besoins de l'Ukraine en matière de financement de la guerre. Ce que nous n'avons pas vu à La Haye, c'est un élan en faveur des efforts visant à mettre fin à la guerre en Ukraine. Au lieu de cela, et sur la base d'une déclaration de La Haye qui a repoussé toute condamnation de la Russie, Sir Keir Starmer continue d'insister sur le fait que les alliés restent déterminés à « faire pression à nouveau pour amener Poutine à la table des négociations en vue d'un cessez-le-feu inconditionnel. » Comme le proverbial disque rayé, le Premier ministre britannique continue de croire que, les États-Unis n'offrant pas d'argent frais, l'Ukraine continuant de perdre du terrain sur le champ de bataille

et l'Europe s'efforçant de combler la différence, la Russie, en position de force, fera des concessions inconditionnelles. Pour sa part, le président Zelensky n'a pas renoncé à son aspiration à ce que l'Ukraine rejoigne l'OTAN, ce qui rend impossible tout accord de paix, voire tout cessez-le-feu durable avec la Russie. Si le sommet de La Haye a prouvé une chose, c'est peut-être que le fait d'amener les alliés européens à dépenser davantage pour la défense est une plus grande priorité pour le président Trump que d'apporter la paix à l'Ukraine. Plus concentré sur le conflit au Moyen-Orient, le président Trump a une fois de plus reconnu la difficulté de mettre fin à la guerre en Ukraine. « C'est plus difficile que les gens ne l'imaginent », a-t-il déclaré. « Vladimir Poutine a été plus difficile, et franchement, j'ai eu quelques problèmes avec Zelensky, vous l'avez peut-être lu. Cela a été plus difficile que d'autres guerres. » Une chose est sûre, ce sont les entreprises de défense américaines qui profiteront le plus du sommet de La Haye. Pour atteindre 5 % du PIB, la Grande-Bretagne devrait augmenter ses dépenses d'environ 114 milliards de dollars par an d'ici à 2035, et l'Allemagne s'est déjà engagée à atteindre l'objectif de 5 % six ans plus tôt, en 2029, en augmentant ses dépenses de 128 milliards de dollars par an. Pour donner le coup d'envoi à ces dépenses, le Royaume-Uni a accepté d'acheter douze des avions les plus modernes, les F-35A, pour un montant de 700 millions de dollars. Le F-35A est capable de larguer des bombes nucléaires B61 fournies par les États-Unis et conçues pour la première fois en 1963. À cet égard, notre sécurité dépend de la capacité des avions à pénétrer suffisamment loin en Russie, à travers ses défenses aériennes sophistiquées, pour larguer une bombe nucléaire à gravité sur la cible. La dernière mise à niveau de la B61, sous l'administration Obama, a impliqué l'ajout d'un empennage pour fournir une capacité limitée de largage à distance. Le prix était tellement excessif que chaque bombe nucléaire des années 60 vaut aujourd'hui plus que son poids en or, ce qui est peut-être l'allégorie parfaite des dépenses occidentales en matière de défense. La fanfare du sommet de l'OTAN commençant à s'estomper, la grande question est maintenant de savoir quelle patience le président Trump aura pour promouvoir un programme de paix en Ukraine, maintenant que les alliés européens ont décidé de dépenser plus et d'acheter du matériel américain. Je crains que ce ne soit pas beaucoup.

(*) Membre du service diplomatique de Sa Majesté britannique de 1999 à 2023. Il a été conseiller économique à l'ambassade britannique à Moscou de juillet 2014 à février 2019.
Source : Responsable Statecraft, Ian Proud, 26-06-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

DUBAÏ

Une pluie de pétrodollars pour attirer les start-up de l'IA

Les Emirats arabes unis jouent leur va-tout dans la course à l'IA pour s'émanciper des hydrocarbures. Son regard brille derrière ses petites lunettes. Le ton est ferme, la parole, libre. Omar Sultan Al Olama, premier ministre de l'Intelligence artificielle au monde, semble électrisé : « Bientôt, nous allons célébrer l'exportation du dernier baril de pétrole, remplacé par l'IA. C'est le début d'une nouvelle ère. » Les Emirats arabes unis jettent toutes leurs forces dans cette nouvelle technologie pour sortir des hydrocarbures. « L'IA est un pivot pour nous », poursuit le trentenaire, installé sur un canapé doré, dans le centre des congrès, en plein cœur de Dubaï. Autour de la salle de réunion, les allées foisonnent de start-up du monde entier venues, mi-octobre, pour le Gitex, immense Salon technologique. Les gratte-ciels sont saturés de visiteurs et les autoroutes géantes grouillent d'automobilistes. Dubaï veut absolument tenir le rythme de son voisin Abu Dhabi, dont la nouvelle société G42, spécialisée dans l'IA, vient de lever 1,5 milliard de dollars auprès de Microsoft. Pour s'imposer comme plaque tournante de l'IA, les Emirats arabes unis disposent d'une carte maîtresse : leurs ressources financières. En mars, le pays a créé la société d'investissement Mubadala Investment Company, qui pourrait lever jusqu'à 100 milliards de dollars d'actifs et vient de participer au tour de table de 6,6 milliards de dollars d'Open AI. La fondation Falcon, dotée de 300 milliards de dollars vise, elle, à promouvoir le développement de l'IA en open source.

MAURITANIE

Lancement de la version 2025 du programme « Mon Projet, mon Futur »

Le ministre de l'Autonomisation des Jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, M. Mohamed Abdallahi Ould Louly, a supervisé, au siège du ministère à Nouakchott, le lancement de la version 2025 du programme "Mon Projet, mon Futur", visant à financer et accompagner 1500 projets, et à créer au moins 4000 emplois directs.

La version 2025, qui s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur pour lutter contre le chômage et créer des opportunités d'emploi pour les jeunes conformément à la stratégie nationale de l'emploi, se caractérise par un renforcement de la transparence et une assurance de la sélection de projets réellement viables. Le Ministre de l'Autonomisation des Jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique a souligné que cette version s'inscrit au cœur de la vision de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui place l'autonomisation des jeunes au sein de la stratégie nationale de développement économique. Il a expliqué que le secteur a élaboré une stratégie de l'emploi basée sur trois axes

principaux. Le premier axe concerne les politiques actives de l'emploi, le développement des opportunités dans les secteurs productifs, le financement et l'accompagnement des micro-entreprises, le renforcement de la durabilité des opportunités d'emploi et l'adoption de chaînes de valeur basées sur une rentabilité économique réelle. Il a précisé que le deuxième axe se concentre sur le soutien aux petites et moyennes entreprises à travers un guichet unique pour l'entrepreneuriat, offrant une gamme de services adaptés, incluant l'accompagnement technique, la facilitation de l'accès au financement, les certificats de qualité et des mesures incitatives pour renforcer la compétitivité. Il a indiqué que le troisième axe concerne l'intensification de l'offre et l'amélioration

de l'employabilité sur le marché du travail, notamment à travers un programme ambitieux de mauritanisation des emplois et des programmes de formation et de qualification pour de larges catégories de jeunes, renforçant ainsi leurs compétences en matière d'employabilité. Il a déclaré que la version 2025 du programme se présente sous une nouvelle forme qui simplifie les données requises, les explique dans toutes les langues nationales et définit les engagements permettant d'éviter de nombreuses anomalies constatées après un audit complet des versions précédentes du programme. La cérémonie s'est déroulée en présence du Secrétaire général du ministère, M. El Hadj Ould Khattri, et de plusieurs cadres du secteur.

POUR DÉVELOPPER LE MARCHÉ DE LA DETTE LOCALE

L'Arabie saoudite fait appel à une banque française

Le ministère saoudien des Finances et le Centre national de gestion de la dette ont signé un accord désignant la société française Société Générale comme négociant principal pour les instruments de la dette locale du Royaume, selon un communiqué officiel. La Société Générale rejoindra cinq autres institutions internationales qui opèrent déjà en tant que négociants principaux, à savoir BNP Paribas, Citigroup et Goldman Sachs, ainsi que J.P. Morgan et Standard Chartered Bank. Dans le cadre des efforts déployés pour approfondir et diversifier le marché national de la dette au titre de la Vi-

sion 2030, le ministère des finances et le NDMC ont pris de nouvelles mesures pour renforcer le rôle des institutions internationales et locales dans le soutien à l'émission de sukuk et d'obligations. "Cet accord s'inscrit dans la stratégie du programme de développement du secteur financier et constitue une étape vers la réalisation des objectifs de Saudi Vision 2030 en renforçant les institutions du secteur financier et en faisant progresser le marché financier", a déclaré la NDMC. La NDMC a déclaré que l'accord réaffirme son rôle dans l'amélioration de l'accès aux marchés locaux de la dette en diversifiant la

base d'investisseurs. Cette approche vise à assurer un accès durable au marché secondaire et à soutenir sa croissance. "Il convient de noter que les demandes de souscription sur le marché primaire pour les instruments de la dette locale du gouvernement sont soumises à la NDMC par l'intermédiaire des négociants primaires désignés sur une base mensuelle programmée, ces négociants recevant les demandes soumises par les investisseurs", précise le communiqué. La banque française sera également ajoutée à la liste des 10 institutions locales participant au programme, dont la Saudi National

Bank, la Saudi Awwal Bank et la AlJazira Bank, ainsi que la Alinma Bank, la AlRajhi Bank, Albilad Capital, la AlJazira Capital, la AlRajhi Capital, la Derayah Financial Co. et la Saudi Fransi Capital. Le marché des sukuk du Royaume a connu une croissance significative ces dernières années, soutenue par son rôle stratégique dans les plans de diversification économique de la Vision 2030 du Royaume. Au premier trimestre 2025, les émissions d'obligations d'entreprises et de sukuk ont plus que doublé pour atteindre 37 milliards de dollars, contre 15,5 milliards de dollars au cours de la même période en 2020.

TUNISIE

Une dépendance au gaz importé qui freine l'essor du solaire

Avec une indépendance énergétique en net recul, la Tunisie compense le déclin de sa production d'hydrocarbures par des importations accrues de gaz et pétrole qui dominant ainsi le mix énergétique du pays. Bien que la production d'électricité en Tunisie ait affiché une relative stabilité à 7065 GWh à fin mai 2025, selon des données relayées le dimanche 20 juillet par la presse tunisienne, elle reste à plus de 90 % tributaire du gaz naturel, dont une part croissante est importée. Cette composition déséquilibrée du mix énergétique freine l'essor du solaire à grande échelle, malgré un potentiel estimé à 320 GW, soit 64 fois la demande de pointe nationale, selon la Banque mondiale.

Selon un rapport publié en avril 2024 par le Département américain du Commerce (Trade.Gov), environ 97 % de l'électricité produite en Tunisie provient de combustibles fossiles, principalement du gaz naturel. La part de ce combustible dans la production électrique est restée quasi inchangée par rapport à 2022. Le pays ne couvre qu'une part limitée de ses besoins par sa propre production. En 2023, 62 % du gaz utilisé pour produire de l'électricité était importé, principalement via le gazoduc Trans-Med qui traverse le territoire tunisien depuis l'Algérie. Le taux d'autosuffisance énergétique est passé de 47 % en 2023 à 45 % en 2024, puis à 39 % cette année. D'après la Banque mondiale, les impor-

tations d'énergie ont représenté plus de 53 % du déficit commercial en 2023. À elle seule, la facture liée aux approvisionnements énergétiques représente environ 7 % du PIB en 2025. Malgré cette situation, l'État maintient un dispositif budgétaire de soutien à la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG). D'après un rapport publié en 2023 par la Banque mondiale, les transferts publics alloués à la compensation du différentiel entre le coût du gaz et les tarifs réglementés ont représenté 2,3 % du PIB tunisien en 2022. Dans ce contexte, le développement des énergies renouvelables reste limité. Au terme du mois d'avril 2025, la capacité installée atteignait 777 MW, répartis entre le solaire photovoltaïque, princi-

palement à usage résidentiel, l'éolien et l'hydroélectricité, selon les données officielles. À titre de comparaison, la demande de pointe nationale est estimée à environ 5 000 MW, d'après les chiffres de la STEG. L'année dernière, un programme de 500 MW en production indépendante d'électricité à partir de sources renouvelables a été lancé par le ministère de l'Industrie et de l'Énergie, dans le cadre d'un appel d'offres national. Selon le Transnational Institute, un centre de recherche basé à Amsterdam, le Plan Solaire Tunisien nécessite environ 8 milliards d'euros (9,5 milliards de dollars) d'investissements pour produire 30 % de l'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici à 2030.

AFRIQUE DU SUD

Pretoria compte déployer son propre vaccin contre la fièvre aphteuse dès 2026

L'élevage contribue à 41% du PIB agricole de la nation arc-en-ciel et fait vivre plus de 500 000 personnes. Face à la persistance de l'épizootie de fièvre aphteuse qui freine l'essor de la filière, le pays se lance dans la production locale de vaccins pour améliorer la résilience du secteur.

L'Afrique du Sud fait un pas de plus vers la souveraineté dans la gestion de la santé animale de son cheptel. Le Conseil de la recherche agricole (Agricultural Research Council/ARC) a entamé le processus pour mettre en place une unité moderne de production de vaccins contre la fièvre aphteuse en 2026. C'est ce qu'a confié Litha Magingxa (photo), PDG de l'institut de recherche, au média local Farmer's Weekly, le mardi 22 juillet 2025. « Le vaccin est déjà enregistré, et nous sommes en train d'acquérir les équipements nécessaires pour mettre en place un système de production intermédiaire qui permettra de fournir un vaccin dès le début de l'année prochaine », explique le responsable, ajoutant que « ce vaccin couvrira toutes les souches de FMD [Foot and Mouth Disease, fièvre aphteuse, Ndlr] actuellement en circulation en Afrique du Sud et dans la région de

l'Afrique australe ». Il convient de noter que cette maladie virale hautement contagieuse touche principalement les ruminants, provoquant chez eux des lésions buccales et plantaires, ainsi qu'une forte baisse de la productivité. La capacité de production de cette nouvelle infrastructure n'est pas encore révélée. Elle ouvre la voie à l'émergence d'une industrie locale qui pourrait permettre progressivement de réduire la dépendance aux importations en cas de crise comme celle que traverse le pays présentement. Selon les informations relayées par les médias locaux, le gouvernement a dépensé plus de 72 millions de rands (4,1 millions \$) pour l'achat d'environ 900 000 doses de vaccins contre l'épidémie de fièvre aphteuse depuis mars 2025. Dans son dernier rapport d'évaluation de la situation zoosanitaire publié, le mi-

nistère de l'Agriculture a en révélé que 39 nouveaux foyers de l'épidémie ont déjà été déclarés dans le pays, depuis début mai 2025, dont 32 dans la seule province du Gauteng. Ce dernier développement marque la recrudescence de la maladie, portant à 249 le nombre total de foyers de la maladie active dans le pays depuis 2021. Dans ce contexte, la production locale de vaccins constitue un enjeu stratégique pour l'Afrique du Sud, dans la mesure où elle devrait permettre d'accélérer les capacités de réponse et d'optimiser la prise en charge des animaux via les campagnes de vaccination. En attendant l'entrée en service de l'unité de production annoncée, le pays devra entretenir sa dépendance aux vaccins importés, s'exposant ainsi à un approvisionnement insuffisant, à des délais de livraison et à des coûts élevés, limitant ainsi sa capacité de réaction rapide.

SÉNÉGAL

Hausse de 4,3 % de la facture des importations de riz à 565 millions \$ en 2024

Au Sénégal, le riz est le premier produit alimentaire importé. Face à la vigueur de la consommation, le pays doit recourir massivement aux importations pour faire face aux besoins sur le marché intérieur. En 2024, les achats de riz sur le marché international ont coûté 315 milliards de francs CFA (564,7 millions \$) au Sénégal. C'est ce qu'indique l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) dans

sa Note d'analyse du commerce extérieur publiée le 22 juillet dernier. L'enveloppe annoncée affiche une hausse de 4,3% par rapport aux 302 milliards de francs CFA (541,2 millions \$) enregistrés un an plus tôt. Cette progression s'explique notamment par une augmentation des volumes d'achat, qui ont crû de 6,5% pour s'établir à 1,38 million de tonnes soit 85 000 tonnes de plus qu'en 2023. Cette dynamique est à inscrire

dans un contexte où la production locale de riz a baissé, réduisant ainsi la capacité de l'industrie sénégalaise à approvisionner le marché intérieur. Dans son dernier bulletin mensuel des statistiques économiques et financières publié le 9 juillet 2025, l'ANSD soulignait déjà que la récolte de paddy avait chuté de 10,7% au terme de la campagne agricole 2023/2024, pour s'établir à 946 209 tonnes. La Thaïlande a été le premier

fournisseur du Sénégal en riz, représentant près de 31% des achats en valeur, soit 96,3 milliards de francs CFA (172,6 millions \$), suivie de l'Inde (28%) et du Pakistan (17,6%). L'ANSD précise toutefois que les importations en valeur depuis le continent américain ont augmenté de 76% d'une année sur l'autre, pour atteindre 64,5 milliards de francs CFA (115,6 millions \$).

ZAMBIE

L'électrification rurale en question face aux mini-réseaux privés

En dépit d'un cadre réglementaire encore en structuration, la Zambie traverse une phase de transformation énergétique marquée par une dépendance persistante à l'hydro-électricité, une exposition accrue aux aléas climatiques, et une volonté affirmée de diversification de son mix. En Zambie, le dernier projet d'extension du réseau électrique piloté par l'Autorité d'électrification rurale (REA) relance le débat sur les choix institutionnels en matière d'accès à l'énergie. Jeudi 17 juillet en effet, la REA a officialisé le lancement du « Lui Grid Ex-

tension Project », dans la province de l'Ouest, qui a pour objectif de connecter environ 600 bénéficiaires, dont des écoles et centres de santé. Le chantier prévoit notamment 25 kilomètres de lignes haute tension (33 kV) et 11,5 kilomètres de lignes basse tension (400 V), pour un budget public de 14,9 millions de kwachas, soit environ 637 000 dollars. Ce modèle centralisé continue de prédominer, alors même que des alternatives plus agiles se déploient dans le pays. En juin 2025 par exemple, des entreprises du secteur privé ont signé

des accords pour construire 43 mini-réseaux solaires destinés à électrifier jusqu'à 100 000 personnes dans des localités rurales similaires. Ces projets ont été lancés dans le cadre du programme Zambia Energy Access Scale -up (ZEDSI), avec le soutien de la Banque mondiale, de la Rockefeller Foundation et de Power Africa. Ils visent à réduire les coûts par connexion et à raccourcir les délais de mise en service, souvent inférieurs à 12 mois. À titre de comparaison, le coût par connexion du projet de Lui avoisine les 1060 dollars, contre une fourchette

de 286 à 500 dollars pour les mini-grids solaires, selon le plan d'électrification de la Banque mondiale. Même si cet écart peut s'expliquer par la nature des infrastructures mobilisées, il met en lumière les écarts de coût entre les approches publiques et décentralisées dans les zones peu peuplées. Alors que l'État vise l'accès universel à l'électricité d'ici 2030, le maintien d'une priorité sur les extensions de réseau public tend à reléguer au second plan des initiatives privées plus souples, déjà actives sur le terrain.

GHANA

Vers un accord pour aligner formation et emploi dans le secteur minier

Alors que des milliers de jeunes diplômés africains peinent à trouver un emploi dans les secteurs techniques, le Ghana explore une nouvelle voie en rapprochant écoles et entreprises pour combler un fossé de compétences devenu un frein à l'industrialisation. Le vendredi 18 juillet, le centre de formation MAC Partners Training Institute et l'Université des Mines et de la Technologie (UMaT) ont signé un protocole d'accord visant à renforcer les compétences techniques des étudiants dans les domaines de l'ingénierie et de l'exploitation minière. Le partenariat prévoit des stages en entreprise, du mentorat, des modules pratiques renforcés et une adaptation des programmes d'enseignement aux réalités du marché. « Si le monde académique et l'industrie pouvaient s'aligner de cette manière, nous pourrions produire davantage. Il ne s'agit pas seulement de délivrer des diplômes, mais aussi de développer des compétences », a déclaré Richard Amankwah, vice-recteur de l'UMaT. L'initiative cible les jeunes diplômés du Ghana ainsi que ceux d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, une région où les jeunes représentent plus de 60 % de la population active selon la Banque africaine de développement. En 2023, le taux de chômage des jeunes au Ghana s'élevait à 7,16 %, alors même que les entreprises minières expriment un besoin croissant en compétences spécialisées. Le programme articule la rigueur académique de l'UMaT et l'expérience industrielle de MAC Partners pour former une main-d'œuvre immédiatement opérationnelle. Cette démarche s'inscrit dans un mouvement observé dans plusieurs pays du continent. Au Botswana, la société Debswana travaille avec l'Université du Botswana pour former des techniciens qualifiés. En Afrique du Sud, des collaborations existent entre le secteur minier et l'Université de Witwatersrand pour développer des compétences pointues en ingénierie minière. Dans un pays où le secteur minier représentait 7,6 % du PIB en 2022, l'enjeu consiste à transformer cette industrie en véritable moteur d'emplois qualifiés, à travers une offre de formation étroitement arrimée aux besoins du marché. Le succès de cette initiative reposera notamment sur l'engagement des acteurs industriels et le suivi rigoureux des résultats en matière d'insertion professionnelle.

ENTRE ESPOIRS COMMERCIAUX ET PRUDENCE MONÉTAIRE

Les Bourses asiatiques évoluent en ordre dispersé

Les Bourses asiatiques évoluent de manière contrastée lundi, portées par l'annonce d'un accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis, mais freinées par l'attente des réunions cruciales de la Réserve fédérale américaine et de la Banque du Japon cette semaine. À 02H00 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei reculait de 0,71% à 41.160 points, et l'indice élargi Topix de 0,36% à 2.941 points.

La Bourse de Sydney gagnait 0,25%, Taïpei 0,37% et l'indice hongkongais Hang Seng 0,51% vers 02H00 GMT. Séoul évoluait légèrement dans le rouge (-0,15%). Les marchés asiatiques débutent la semaine dans l'attente, après la signature d'un accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne, prévoyant que les produits européens exportés aux États-Unis seront taxés à 15%, évitant une escalade commerciale. «Après le Japon, l'accord avec l'UE alimente l'espoir de progrès dans les discussions avec d'autres grandes puissances économiques, ce qui constitue un facteur de soutien pour les cours», notent les experts de Tokai Tokyo Intelligence. Les investisseurs asiatiques restaient néanmoins prudents en amont d'une semaine clé sur le plan monétaire, avec les réunions de la Réserve fédérale américaine (Fed) mardi et mercredi et de la Banque du Japon

(BoJ) jeudi. La BoJ est attendue inchangée, mais son ton et ses projections économiques pourraient préparer le terrain à un nouveau resserrement d'ici l'automne.

Yen volatil sur fond d’incertitude politique

La monnaie japonaise prenait 0,13% à 147,88 yens pour un dollar vers 02H00 GMT, dans un marché volatil suspendu aux incertitudes politiques à Tokyo, où les rumeurs s'intensifient sur une possible démission du Premier ministre. Shigeru Ishiba a réaffirmé son intention de rester en poste, malgré la contestation grandissante au sein du Parti libéral-démocrate (PLD) à la suite de la défaite électorale du 20 juillet, alors qu'une réunion du parti est prévue ce lundi après-midi. «La légère dépréciation du yen et la hausse de Wall Street soutiennent le marché, mais les investisseurs resteront atten-

tifs aux signaux politiques autour d'Ishiba, dont le sort pourrait se clarifier aujourd'hui», estime le courtier Monex Securities. Les derniers sondages confirment que le taux de soutien au gouvernement Ishiba reste bas: 29%, selon les enquêtes publiées dimanche par les quotidiens Mainichi et Asahi. Selon l'Asahi, 41% des personnes interrogées pensent que Shigeru Ishiba devrait démissionner, tandis que 49% estiment que ce n'est pas nécessaire.

Les semi-conducteurs en berne

Le secteur des semi-conducteurs plongeait à Tokyo, à l'image d'Advantest (-7,74%), Tokyo Electron (-2,77%) et Disco Corp (-2,10%), vers 02H00 GMT, dans un

climat d'attentisme des investisseurs avant les résultats à venir des géants américains du secteur. Dans le cadre de l'accord commercial avec les États-Unis, le Japon prévoit jusqu'à 550 milliards de dollars d'investissements pour soutenir des projets stratégiques aux États-Unis, notamment dans les semi-conducteurs. «Nous, le Japon, les États-Unis et d'autres pays partageant les mêmes valeurs, cherchons ensemble à construire des chaînes d'approvisionnement dans des secteurs essentiels pour la sécurité économique», a déclaré samedi le négociateur nippon, Ryosei Akazawa, à la chaîne publique nippone NHK. Dans ce cadre, il a précisé que les projets éligibles à un financement ne se limitaient pas aux entreprises américaines ou japonaises.

BOURSE ZURICH

Soulagée par l’accord commercial UE-USA

La Bourse suisse rebondissait nettement dans les premiers échanges lundi, dans le sillage de l'accord commercial conclu entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Donald Trump et Ursula von der Leyen ont convenu dimanche en Ecosse que les produits européens exportés aux Etats-Unis seront taxés à 15%, au lieu des 30% initialement articulés par l'occupant de la Maison Blanche en avril. "Cet accord ne vise pas seulement à éviter une guerre commerciale, il représente un feu vert clair pour les investisseurs. Le chiffre de 15%, considéré par certains comme un compromis, est en fait un puissant catalyseur: inférieur aux craintes (30%), large dans sa portée et immédiat dans ses effets. Les entreprises vont 'enfin' pouvoir intégrer ces chiffres dans leurs prévisions", relève John Plassard, responsable de l'investissement chez Cité Gestion. "Ce sont surtout les indices aux Etats-Unis qui devraient saluer ce succès de Donald Trump, susceptible d'éclipser son implication dans le scandale Epstein", anticipent de leur côté les experts de Raiffeisen. Dans l'autre gros volet du dossier des droits de douane US, Washington et Pékin se retrouvent dès ce lundi à Stockholm pour tenter de prolonger la trêve commerciale. Il s'agit de la troisième rencontre entre Pékin et Washington, après celles de Genève en mai et Londres en juin qui avaient permis de mettre fin à l'escalade commerciale entre les deux pays. De son côté, Berne attend toujours un

accord avec les États-Unis. Le président américain Donald Trump a annoncé des droits de douane plus élevés pour le 1er août sur les importations de nombreux pays dont la Suisse, si aucun accord n'est trouvé d'ici là avec leurs gouvernements. L'agenda du jour est sinon plutôt dégarni. A 09h15, le Swiss Market Index (SMI) s'appréciait de 0,78% à 12'049,90 points, se rétablissant ainsi au-dessus des 12'000 points. Le Swiss Leader Index (SLI) prenait 0,75% à 2000,03 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,76% à 16'838,28 points. Sur les 31 valeurs vedettes, seules quatre se paraient de rouge: Swisscom (-0,3%), Swatch Group (-0,5%), le bon Lindt et Lonza (lanternes rouge avec -0,6% chacun). Le géant de la souris Logitech - fortement exposé au pays de l'oncle Sam - s'appréciait à l'inverse de 1,9%. Le bon de jouissance Roche suivait avec un gain de 1,6%. Le colosse rhénan prévoit de faire l'étal de ses recherches contre la maladie d'Alzheimer à l'occasion d'un congrès au Canada, qui se tient jusqu'à mercredi. Le logisticien Kühne+Nagel (+1,5%) complétait le trio de de tête, quand l'autre poids lourd pharmaceutique Novartis engrangeait 1,0%. Le paquebot alimentaire Nestlé grignotait 0,3%. Julius Bär (+0,7%) faisait fi de la dégradation à "equal weight" de la recommandation émanant de Barclays.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 28 Juillet 2025 Valeur : 30 Juillet 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6994	129.7144
1	EUR	EURO		151.4759	151.5194
1	GBP	POUND STERLING		173.9997	174.0666
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4692	87.5030
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0796	18.0837
1	CHF	SWISS FRANC		162.4899	162.5494
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4092	94.4408
1	DKK	DANISH KRONE		20.2947	20.3015
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5675	13.5723
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7073	12.7125
1	AED	UAE DIRHAM		35.3087	35.3166
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5727	34.5785
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.8261	425.0144
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2314	44.6759
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4176	14.4193
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9705	24.0935
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.2483	3.2583
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6691	177.6691

CAC40

L’accord USA/UE rassure les marchés

La Bourse de Paris gagne 0,8 %, autour des 7895 points, tirée par LSTMicro (+3,2 %), Legrand (+2 %) et Capgemini (+1,7 %). L'accord commercial conclu hier entre les États-Unis et l'Union européenne a apporté un soulagement bienvenu dans l'épineux dossier des relations commerciales internationales, même si les facteurs de prudence restent bien présents avant une semaine qui s'annonce extrêmement chargée. Les États-Unis et l'Union européenne ont en effet annoncé dimanche soir être parvenus à un accord sur le commerce établissant un taux unique de droits de douane à 15 % sur la grande majorité des exportations de l'UE. Ce taux s'appliquera à la plupart des secteurs, de l'automobile aux semi-

conducteurs en passant par les produits pharmaceutiques, même si certains produits stratégiques dans l'aéronautique, les ressources naturelles ou les matières premières critiques en seront, eux, exemptés. Bruxelles s'est par ailleurs engagée à acheter aux États-Unis pour 750 milliards de dollars d'énergie et à augmenter de 600 milliards de dollars ses investissements aux États-Unis, tout en supprimant l'intégralité des droits de douane sur les importations américaines. Les analystes évoquent cependant un compromis favorable au Vieux Continent, principalement dans la mesure où celui-ci va permettre d'écarter l'incertitude qui pesait depuis de longs mois sur les questions commerciales.

'On obtient la moitié du taux de 30 % qui était censé entrer en vigueur vendredi, et on est bien en deçà de la menace des 50 % qui avait été brandie par Trump au début du mois', souligne Michael Brown, le stratège de Pepperstone. Certains professionnels évoquent même un accord 'gagnant', qui devrait avoir peu d'effet sur la croissance en Europe alors que les États-Unis devraient pâtir des tensions inflationnistes liées aux surtaxes douanières. 'Ce taux de 15 % est équivalent à celui du Japon et bien inférieur à celui imposé à la Chine, ce qui devrait offrir une stabilité bienvenue aux entreprises européennes', juge Joachim Klement, chez Panmure Liberum. 'Cela signifie que les exportateurs européens pourraient même

gagner aux États-Unis des parts de marché sur leurs concurrents chinois, qui sont présents sur le sol américain, pénalisés par des taxes plus lourdes', poursuit l'analyste. Les secteurs les plus sensibles au dossier du commerce international comme l'automobile, la pharmacie ou les matières premières devraient ainsi être plébiscités en Europe aujourd'hui. Les 'futures' sur les indices américains signalent eux aussi une hausse de 0,4 % à 0,6 %, lundi, poursuivant la progression observée la semaine dernière, qui s'était soldée par l'inscription de nouveaux records à Wall Street. Toutes ces nouvelles devraient permettre aux places boursières européennes de démarrer de bon pied

une semaine qui s'annonce intense sur tous les fronts. Du côté des banques centrales, la Réserve fédérale américaine devrait laisser ses taux directeurs inchangés mercredi à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire. Bon nombre d'intervenants espèrent cependant que la tonalité de son communiqué ouvre la voie à une reprise de ses mesures d'assouplissement d'ici à la fin de l'année. Selon le ton qu'adoptera la banque centrale et les perspectives qu'elle dévoilera, certains investisseurs redoutent un été potentiellement volatil. Depuis le 20 juin, c'est-à-dire en un peu plus d'un mois, l'indice S&P 500 a en effet rebondi de plus de 7 %, tandis que le Nasdaq s'est adjugé 9 %.

DONALD TRUMP VEUT UNE BAISE MASSIVE DES TAUX

La FED résistera-t-elle à la pression présidentielle ?

La décision de la Réserve fédérale sur le niveau des taux est attendue mercredi, alors que Donald Trump presse pour une baisse drastique. La Réserve fédérale (Fed) réussira-t-elle à résister à la pression du président américain, Donald Trump, qui souhaite la voir abaisser ses taux? Cela ne fait aucun doute dans l'esprit de la majorité des analystes, qui n'attendent aucun mouvement lors de sa prochaine réunion.

La décision devrait être connue mercredi à 14H00 (18H00 GMT) et son président Jérôme Powell donnera dans la foulée une conférence de presse très attendue. "Je veux qu'il baisse les taux", a réaffirmé jeudi Donald Trump, en visite du chantier de restauration de la Fed avec son président, Jerome Powell, à l'issue d'un échange tendu entre les deux hommes. Un message qu'il n'a cessé de répéter ces dernières semaines, sans cacher sa frustration, le surnommant "Trop tard" Powell et l'accusant d'agir "contre" l'économie américaine. Dans l'esprit du président américain, la baisse doit être massive, de trois points de pourcentage, ce qui les ramènerait entre 1,25% et 1,50% et permettrait, selon lui,

"d'économiser 1.000 milliards de dollars" sur les intérêts de la dette publique. Donald Trump a même menacé mi-juillet de licencier Jerome Powell, lui reprochant le coût de la rénovation, estimée à 2,7 milliards de dollars, signe de mauvaise gestion par le patron de la Fed. Il y aurait finalement renoncé après une conversation avec le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, selon le Wall Street Journal. Ce dernier a malgré tout maintenu la pression en demandant le 21 juillet dernier si l'institution a "été efficace", et appelant à "examiner la Fed dans son ensemble", craignant qu'elle n'ait "perdu de vue son indépendance au regard de sa principale mission de politique monétaire".

Toujours en attente

Mais les signaux envoyés par les principaux responsables de la Fed vont dans le sens d'un nouveau maintien des taux à leur niveau actuel, dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%, lors de la prochaine réunion de son comité de politique monétaire (FOMC), prévue mardi et mercredi. Car en l'état l'inflation persiste à rester au-dessus des 2% prévus par le mandat de la Fed, notamment, comme l'a souligné Jerome Powell, du fait des conséquences des droits de douane voulus par Donald Trump. Selon l'outil de veille de CME, FedWatch, les investisseurs n'anticipent pas de baisse avant la réunion suivante, en septembre, ou celle d'après, sans certitude en la matière pour l'heure.

FACE AUX TENSIONS MONDIALES

L'UE et le Japon renforcent leur alliance commerciale

Lors de leur 30e sommet à Tokyo, l'Union européenne et le Japon ont affiché leur volonté d'accélérer la mise en œuvre de leur accord de partenariat. À l'issue du 30e sommet UE-Japon qui s'est tenu à Tokyo mercredi, l'UE et le Japon ont annoncé leur intention de renforcer leur coopération commerciale et de lutter contre la coercition économique. "Le monde évolue rapidement. Pour des partenaires stratégiques

comme nous, cela signifie qu'il faut se rapprocher encore davantage pour faire face aux réalités de notre époque", a déclaré Ursula von der Leyen. La présidente de la Commission européenne a évoqué un contexte mondial "marqué par des tensions et des incertitudes commerciales croissantes, des chaînes d'approvisionnement fragiles, le défi de la surcapacité et des règles du jeu inéquitables". Une réponse à la pression améri-

caine Dans une déclaration commune publiée à l'issue du sommet, l'UE et le Japon ont réaffirmé leur soutien à un ordre commercial international fondé sur des règles, les États-Unis remettant en cause les normes commerciales mondiales en imposant unilatéralement des droits de douane à leurs partenaires commerciaux. "Nous sommes d'accord pour maintenir et renforcer un ordre économique libre et équitable, stable et prévisible, fondé sur des

règles, et notamment pour défendre un système commercial multilatéral dont l'OMC est le cœur", a déclaré le premier ministre japonais, Shigeru Ishiba. Le sommet a toutefois été éclipsé par l'annonce d'un accord entre les États-Unis et le Japon, qui prévoit des droits de douane de 15 % sur les importations japonaises aux États-Unis, alors que la menace d'une taxe de 25 % avait été évoquée précédemment.

ALLEMAGNE

Berlin s'intéresse à la technologie des batteries lithium-soufre

Le gouvernement allemand a soutenu un projet de 5,3 millions d'euros sur trois ans visant à développer une nouvelle génération de batteries au lithium-soufre. Le projet de recherche LiSSy (Lithium-Sulphur Synergies) est mené par theion avec QuanteQ, Fraunhofer ISIT (FAB-SH) et Helmholtz-Zentrum Berlin pour développer des cellules lithium-soufre avec des densités d'énergie de plus de 500 Wh/kg pour diverses applications, y compris l'aviation élec-

trique. La chimie des batteries au lithium-soufre a connu un passé mouvementé, des entreprises telles qu'Oxis Energy n'ayant pas réussi à assurer une production de masse. En 2018, un projet européen de 8 millions d'euros sur quatre ans appelé LISA (Lithium Sulphur for Safe Road Electrification) visait également à développer des cellules pour Renault qui, en 2024, avaient abouti à deux lignes pilotes opérationnelles et à des cellules de 18Ah avec une densité

énergétique de 450Wh/l. Cependant, il existe des opérations mondiales qui augmentent la production, ce qui a désavantagé l'Europe. Aux États-Unis, Lyten se concentre sur le sulfure de lithium et a racheté les actifs du fabricant de batteries NorthVolt, qui a fait faillite, y compris sa filiale Cuberg. LG Energy prévoit également une ligne pilote pour les batteries à l'état solide utilisant du lithium métal et du soufre.

RUSSIE-CORÉE DU NORD

Ouverture de liaisons aériennes directes

Les deux pays ont considérablement renforcé leur relation ces derniers mois. Le premier vol doit atterrir lundi matin à Pyongyang. Des liaisons aériennes directes entre Moscou et Pyongyang s'ouvrent dimanche, sur fond de renforcement spectaculaire des liens entre la Russie et la Corée du Nord. Le premier vol doit être effectué par un Boeing 777-200ER de Nordwind Airlines à 18h00 heure de Paris à partir de l'aéroport moscovite de Cheremetievo, selon les informations disponibles sur le site internet de cette

compagnie aérienne privée. L'avion est censé atterrir à Pyongyang à 09h05 heure locale, après un trajet de huit heures et cinq minutes. Jusqu'ici, il n'y avait pas de vols commerciaux directs entre les deux capitales distantes de près de 6500 kilomètres. Selon le site en ligne de Nordwind Airlines, neuf billets étaient encore disponibles pour ce vol dimanche matin, au prix de 45.000 roubles (environ 482 euros) au minimum. Selon l'agence de presse officielle russe TASS, le premier vol de Pyongyang vers Moscou est prévu pour

le 29 juillet. Le ministère russe des Transports a précisé que ces vols reliant les capitales russe et nord-coréenne seraient effectués une fois par mois. Les liaisons ferroviaires entre Moscou et Pyongyang, interrompues en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, ont de leur côté repris le 17 juin. La Russie et la Corée du Nord ont accru leur coopération militaire ces dernières années, les Nord-Coréens fournissant des armes et des troupes pour soutenir l'assaut russe contre l'Ukraine en cours depuis février 2022. Les deux pays ont signé un accord

de défense mutuelle à l'occasion d'une visite du président russe Vladimir Poutine en Corée du Nord l'an dernier. Un contingent de soldats nord-coréens a participé, aux côtés de militaires russes, aux combats dans la région de Koursk contre les Ukrainiens, qui occupaient en partie depuis l'été 2024 ce territoire russe frontalier de l'Ukraine. La Russie a annoncé l'avoir renvoyé en avril dernier. Le même mois, Pyongyang a, pour la première fois, confirmé avoir déployé sur le front des troupes pour appuyer l'armée russe.

DROITS DE DOUANE

L'accord entre l'UE et les États-Unis est «déséquilibré», réagit la France

L'Hexagone, par la voix de son ministre des Affaires européennes Benjamin Haddad, estime toutefois ce lundi que ce texte apportera «une stabilité temporaire» aux acteurs économiques. Le ministre français des Affaires européennes, Benjamin Haddad, a déclaré lundi 28 juillet que l'accord commercial conclu entre les États-Unis et l'Union européenne présentait certains avantages, tels que des exemptions pour certains secteurs clés de l'économie française comme celui des spiritueux, mais qu'il était déséquilibré. «L'accord commercial négocié par la Commission européenne avec les États-Unis apportera une stabilité temporaire aux acteurs économiques menacés par l'escalade douanière américaine, mais il est déséquilibré», a écrit le ministre sur le réseau social X, qui a mis en garde contre le risque d'un «décrochage» des Européens si ces derniers «ne se réveillent pas».

ROYAUME-UNI

L'activité ralentit en juillet

L'activité du secteur privé au Royaume-Uni a progressé en juillet, mais un peu moins vite qu'en juin, signe que l'économie peine à décoller, après notamment les hausses d'impôts sur les entreprises en avril selon l'indice PMI Flash publié jeudi par S&P Global. Cet indicateur de croissance de référence s'est porté à 51 en juillet, après avoir atteint 52 en juin - un indice supérieur à 50 signifie une expansion économique. Le gouvernement travailliste, élu il y a un peu plus d'un an, peine à relancer la croissance et l'économie s'est contractée de manière inattendue pour le deuxième mois consécutif en mai, selon les derniers chiffres officiels. L'inflation a quant à elle progressé en juin. Le mois de juillet a vu une dégradation des carnets de commande et de la confiance des entreprises et des hausses de leurs coûts, "largement liés à l'impact" d'annonces budgétaires du gouvernement britannique, au premier rang desquelles des hausses des cotisations patronales en avril, résume Chris Williamson économiste de S&P Global. Les entreprises ont vu début avril l'entrée en vigueur de cette augmentation prévue par le premier budget du gouvernement, dévoilé à l'automne. Dans un contexte de guerre commerciale menée par les États-Unis, l'économie pâtit aussi "plus largement de l'effet déstabilisateur de l'incertitude géopolitique", selon M. Williamson. Cependant à plus long terme "les entreprises du secteur privé continuent globalement d'anticiper une hausse de l'activité au cours des 12 prochains mois", nuance le rapport de S&P Global.

Donald Trump «aime vraiment TikTok», mais il veut quand même donner l'accent américain au réseau social !

Le président Donald Trump apprécie TikTok, certes, mais le dirigeant veut toujours faire passer l'application chinoise sous contrôle américain. Il entend le faire d'ici la rentrée de septembre.

C'est un paradoxe bien présidentiel : Donald Trump adore utiliser TikTok, la plateforme vidéo de ByteDance qui lui permet de parler aux jeunes, sur laquelle il est suivi par 15 millions de personnes. Pourtant, son administration et lui maintiennent fermement leur position sur le transfert de propriété du réseau social chinois. Le secrétaire au Commerce Howard Lutnick vient de confirmer l'échéance du 17 septembre prochain, pour une bascule sous pavillon américain. Les négociations s'intensifient pour éviter une fermeture outre-Atlantique.

Trump aime TikTok, mais que si le réseau social devient Américain

Le président américain Donald Trump se trouve dans une situation pour le moins cocasse. D'un côté, il reconnaît ouvertement que TikTok constitue « un bon moyen de communiquer avec les jeunes », comme l'explique son secrétaire au Commerce. De l'autre, sa ligne politique reste inébranlable. Il lui est impossible d'accep-



ter que « les Chinois aient une application installée sur plus de 100 millions de téléphones américains, ce n'est tout simplement pas acceptable », martèle Howard Lutnick lors d'une interview sur Fox News Sunday, relayée par Reuters.

Derrière cette contradiction, Trump souhaite bien conserver TikTok, mais uniquement si l'application bascule intégralement sous droit américain, avec

propriété, technologie et algorithmes entièrement contrôlés par des entreprises nationales. Évidemment, nous parlons ici de la filiale de TikTok aux États-Unis, qui compte 170 millions d'utilisateurs.

L'heure de vérité approche pour ByteDance et TikTok

Pour s'exécuter, le groupe ByteDance,

maison-mère de TikTok, a devant lui un ultimatum qui court jusqu'au 17 septembre prochain. Cette date est, rappelez-le, la seconde extension accordée par Trump, après l'échec des négociations printanières, torpillées par l'instauration des tarifs du Liberation Day du 2 avril dernier.

Selon Howard Lutnick, de nouveaux acquéreurs américains ont été identifiés au mois de juin, et un accord de principe semble avoir été trouvé. Reste désormais à obtenir le feu vert du gouvernement de l'empire du Milieu, condition sine qua non pour finaliser cette transaction qui sera historique.

Si Pékin ne valide pas le transfert de propriété, TikTok s'éteindra purement et simplement aux États-Unis. C'est en tout cas la menace que la Maison-Blanche brandit depuis de longs mois. « Si l'accord n'est pas approuvé par les Chinois, TikTok va s'éteindre », prévient sans détour le secrétaire au Commerce, qui rappelle que « la décision leur appartient maintenant ».

Pour Sam Altman, l'IA supprime des métiers et trouve que c'est une bonne nouvelle

Sam Altman a affirmé que l'intelligence artificielle avait déjà éliminé certaines professions. Le PDG d'OpenAI considère cette évolution comme un progrès, pas comme une menace. À Washington, devant un parterre de représentants de la Réserve fédérale, Sam Altman a exposé sa vision du travail à l'heure de l'IA. Il a parlé d'emplois qui n'existent plus, comme ceux des centres de support client. Pour lui, la suppression de ces postes n'est pas un problème. Elle prouve que les outils fonctionnent. Il affirme qu'ils répondent plus vite, sans erreur, et sans recours humain. La technologie, selon lui, remplit déjà son rôle.

Il a aussi évoqué les usages médicaux, en assurant, comme on vous l'avait déjà dit sur Clubic au sujet de Microsoft, que ChatGPT délivrait de meilleurs diagnostics que la majorité des praticiens. Ce discours, tenu devant une assemblée financière, tranche avec celui qu'il emploie habituellement face au Congrès ou à la presse. Ici, il était question d'efficacité, pas de prudence.

Selon Sam Altman, certains métiers ont disparu car l'IA fait déjà mieux

Dans l'esprit de Sam Altman, certains métiers ne font plus partie du paysage. Il ne s'agit pas d'une

hypothèse, mais d'un constat. Il cite les services clients, où les appels sont désormais pris en charge par des agents automatisés. « Maintenant, vous appelez un de ces services et l'IA répond. C'est comme une personne super intelligente et compétente », a-t-il affirmé face à Michelle Bowman, vice-présidente de la Réserve fédérale.

Dans son discours, il insiste sur l'instantanéité. Un appel, une réponse, une solution. L'agent virtuel comprend, exécute, clôture. Il n'y a pas de rupture dans le processus. Il n'y a plus d'attente, ni de transfert. Sam Altman parle d'une méthode installée. Il n'a pas évoqué de stratégie pour accompagner les secteurs concernés. Aucun programme, aucune transition, aucune mesure sociale. Sa présentation se concentre sur l'autonomie technique. Ce qu'il décrit, c'est une logique de remplacement pur. L'outil fonctionne, il fait le travail, donc il prend la place.

Ce point de vue exprime un raisonnement économique. Sam Altman considère que la productivité justifie à elle seule la disparition de certains postes. Il ne s'attarde pas sur les effets sociaux, ni sur les salariés remplacés. Ce qui compte, à ses yeux, c'est l'efficacité que ces outils permettent d'atteindre. Dans cette logique, un



outil d'IA capable de résumer, d'écrire ou d'analyser à grande vitesse rend tout simplement obsolète une partie des tâches auparavant effectuées par des humains. On sent d'ailleurs que l'entrepreneur veut rassurer sans promettre. Il ne parle pas de compensation, ni de redistribution. Il évoque un cycle économique, une suite d'évolutions technologiques que l'on ne peut qu'accompagner. Même lorsqu'il parle des grandes transformations à venir, Sam Altman ne s'engage pas sur une di-

rection politique ou sociale. Il décrit une tendance, sans chercher à l'amortir.

L'intelligence artificielle dépasse déjà les médecins, selon le patron d'OpenAI

Après les métiers de service, Sam Altman a évoqué un domaine bien plus sensible. Il a expliqué que ChatGPT délivre des diagnostics plus fiables que la plupart des médecins en exercice. « Aujourd'hui, ChatGPT, d'ailleurs, offre la plupart du temps de meil-

leurs résultats ; c'est un meilleur diagnostic que la plupart des médecins du monde », a-t-il déclaré. Il évoque une compétence qui surpasse celle d'un professionnel humain dans l'identification des symptômes et la recommandation de traitements. Il ajoute ensuite qu'il continue, à titre personnel, à consulter un médecin. Non parce qu'il doute des capacités de l'outil, mais parce qu'il tient à conserver un lien avec un praticien. Ce détail ne remet pas en cause l'affirmation principale. Il insiste sur la qualité des résultats produits par l'IA, pas sur une éventuelle dépendance émotionnelle ou sociale.

Sam Altman ne fournit pas d'exemple clinique, ni de données précises dans cette intervention. Il ne cherche pas à convaincre par des chiffres, mais par la clarté de son discours. L'idée exprimée est simple : la machine peut dépasser le spécialiste. Et dans certains cas, elle le fait déjà.

Une étude du Massachusetts General Hospital, publiée en août 2023 sur le Mass General Brigham, a comparé les réponses de ChatGPT à celles de médecins urgentistes sur 200 cas types. Les panels de vérification ont jugé que 78 % des diagnostics proposés par l'IA étaient plus précis ou mieux formulés que ceux des professionnels consultés.

LA MARQUE LA PLUS FIABLE DE VOITURES N'EST PLUS TOYOTA NI HONDA

Une autre marque s'empare de la première place selon Consumer Reports

Acheter une voiture ne s'improvise pas : en 2025, le classement mondial de la fiabilité automobile redistribue toutes les cartes. Un autre constructeur japonais vient détrôner Toyota et Honda sur le fil selon le classement de Consumer Report, prouvant que la prudence et la simplicité valent parfois mieux que l'innovation à tout prix.

Acheter une voiture peut être l'une des décisions les plus complexes et délicates dans la vie. Avec une économie tendue et des modèles neufs qui ne cessent de grimper en prix, la fiabilité devient souvent le critère décisif, que ce soit pour un véhicule neuf ou d'occasion. La capacité d'une voiture à rouler sans pannes et à éviter des réparations coûteuses différencie un achat judicieux d'une dépense frustrante.

Subaru, le roi inattendu de la fiabilité

Cette année, Consumer Reports, une référence mondiale en protection des consommateurs, a publié son classement annuel des marques automobiles les plus fiables en 2025. La grande surprise est l'arrivée de Subaru au sommet, dépassant des marques jusque-là intouchables comme Toyota, Honda et Lexus. Ce classement est établi à partir de centaines de milliers de retours d'expérience où les conducteurs rapportent les problèmes rencontrés, allant des défauts mécaniques aux soucis électroniques, fournissant ainsi une vision réaliste et approfondie de la durabilité réelle des véhicules. Le sacre de Subaru n'est pas un simple coup de chance. La philosophie de la marque japonaise repose sur le principe de « Plaisir et Sérénité ». Au lieu de chercher à innover à tout prix, ce qui engendre souvent des défauts, Subaru progresse par étapes mesurées. Plusieurs de ses modèles comme l'Impreza, le Crosstrek ou la WRX partagent une majorité de pièces communes, ce qui facilite leur entretien et réduit la probabilité de graves erreurs. Même le Forester, fleuron de la gamme, conserve un moteur identique depuis 2019. Une évolution hybride est attendue,



mais toujours sans prise de risques. Cette prudence a valu à Subaru non seulement le titre de marque la plus fiable, mais aussi la reconnaissance de meilleur fabricant automobile mondial en 2025. Cette consécration place Subaru devant d'autres marques prestigieuses telles que BMW, Porsche ou Lexus, traditionnellement bien placées. Les consommateurs évaluent non seulement la fiabilité, mais aussi la sécurité, la simplicité d'entretien et la satisfaction d'usage, des aspects cruciaux dans un marché où la complexité technique peut se retourner contre les utilisateurs. Selon le rapport, Subaru obtient une note de 68 sur 100 en fiabilité, suivie de Lexus à 65 et Toyota à 62. Honda, Mazda, Audi et BMW complètent le top 10, même si des écarts de fiabilité substantielles sont notés selon les modèles. Par exemple, cer-

tains véhicules Toyota récents comme le Tacoma ou le bZ4X électrique voient leur note affectée par des problèmes. Le rapport souligne aussi que les hybrides restent les plus fiables parmi les motorisations récentes, avec des modèles emblématiques comme la Toyota Corolla Hybrid, la RAV4 Hybrid ou la Hyundai Elantra Hybrid se classant parmi les meilleurs. En revanche, les hybrides rechargeables (PHEV) et les véhicules 100% électriques (EV) affichent en moyenne 42% de problèmes de plus que les véhicules thermiques, notamment à cause des systèmes électriques, des batteries et des infrastructures de recharge, même si la fiabilité progresse progressivement. Attention toutefois en ce qui nous concerne : de nombreux modèles Subaru, Lexus ou Honda plébiscités à l'international sont peu ou pas commercialisés, ou ne

représentent qu'une partie limitée de l'offre. La gamme locale est souvent adaptée aux normes et préférences du marché, ce qui contraint les acheteurs hexagonaux à considérer d'autres options. Subaru, en particulier, a une présence restreinte en France. Toutefois, la marque vient de présenter trois modèles à destination de l'Europe. Si le Solterra n'est qu'un restylage, l'E-Outback est une version allongée façon break, et l'Uncharted repose sur le Toyota C-HR+ relooké, avec la nouvelle identité de la marque. Toutes ces voitures sont uniquement électriques, loin des WRX ou autre Impreza que l'on trouve encore de l'autre côté de l'Atlantique. Leur motorisation électrique pose aussi question sur la fiabilité à long terme. Subaru tiendra-t-il sa nouvelle couronne dans les années à venir ?

La nouvelle Audi RS6 est en approche, voici à quoi s'attendre

La sixième génération d'Audi A6, qui débute tout juste sa carrière, ne fera pas abstraction de sa traditionnelle déclinaison RS6. Certaines rumeurs prédisaient pourtant la fin du sulfureux break tel qu'on le connaissait, qui aurait laissé place à une RS6 100 % électrique basée sur l'A6 e-tron. En réalité, la nouvelle RS6 est presque prête et fera en principe toujours résonner un V8 essence. En voici un premier aperçu. Pour l'heure, silence radio chez Audi sur l'avenir de la future RS6. Quelques prototypes camouflés du nouveau break A6, flanqué de grosses sorties ovales et d'éléments de carrosserie évocateurs, se font pourtant régulièrement surprendre depuis quelques semaines. La RS6 que l'on connaissait (génération C8) aura donc bien une remplaçante directe, développée sur la nouvelle plate-forme PPC (premium platform combustion) dédiée aux haut de gamme thermiques et hybrides. La gamme Audi compterait donc deux RS6, puisqu'une variante énervée de l'A6 e-tron, forte d'environ 700 ch, est également attendue ultérieurement. La RS6 essence pourrait quant à elle arriver



courant 2026. D'ici là, certains illustrateurs y vont déjà de leur interprétation. Celle de Kolesa.ru semble plutôt réaliste, si l'on s'en tient aux habitudes d'Audi Sport (anciennement Quattro, pour mémoire) reconduite à quasiment chaque nouveau

break survolté. Pas de berline au programme d'ailleurs, sauf surprise. La BMW M5 de 727 ch sera ainsi seule sur le créneau (elle propose les deux carrosseries, berline et Touring) en attendant une future Mercedes-AMG E 63.

Violence discrète et assumée, recette classique

Sur ces illustrations, on découvre donc un break A6 Avant affublé des attributs habituels des Audi RS. La calandre reçoit une grille façon nid d'abeille, et est encadrée de larges prises d'air. Le bouclier arrière intègre un gros diffuseur, percé de deux sorties ovales. L'ensemble est dûment rabaissé, les passages de roues sont élargis pour laisser place aux jantes massives (ici inspirées des jantes de 22" de la RS6 GT, démoniaque ultime version de la RS6 sortante)... Pas de grande prise de risque donc, mais notons toutefois deux curiosités : les sorties d'échappement sont étrangement rapprochées et des extracteurs apparaissent derrière les ailes avant, destinés à faciliter le flux d'air pour le refroidissement des freins avant (eux aussi hérités de la RS6 GT). Le résultat est évidemment totalement virtuel, bien qu'étayé par les mulets de développement.

Le V8 hybride emprunté à la Porsche Panamera ?

On peut tout de même aisément imaginer ce que le berceau moteur pourrait abriter. Un V8 dépourvu d'électrification est bien sûr inenvisageable, vu la tournure prise ces dernières années par des contraintes européennes sans garde-fous. A la manière de la M5, on peut s'attendre à un hybride rechargeable, probablement partagé avec d'autres modèles du groupe Volkswagen : le bien connu V8 de 4 litres biturbo existe en architecture PHEV chez les Bentley Continental GT et Porsche Panamera Turbo S E-Hybrid, notamment. Sur celles-ci, il développe 782 ch par l'entremise d'une hybridation musclée : 190 ch pour le moteur électrique, et une valeur de couple combiné délirante, limitée à 1 000 Nm ! L'ensemble est ici lesté d'une grosse batterie de 25,9 kWh bruts, permettant environ 80 km d'autonomie électrique... La future RS6 pourrait donc vraisemblablement hériter du même groupe motopropulseur, vu que sa plate-forme le permet. En Europe du moins, la survie de l'espèce passera donc par un fil à la patte.

Mots fléchés

Mit sur pellicule Elles élèvent des poissons		Pays européen	Elle entretient la souplesse du tympan	Extra (deux mots)		Bière anglaise Aurochs		Succinctement		Lieu d'enseignement Poisson		Erode Esquiva	
Regardée Distingué				Division de la couronne Pour lui				Coqueluche Couverture					
							Renommé Etendue d'eau						Jeu
Flatté Chasse-neige						Monnaie bulgare Qui est disponible				Vieux Tokyo Note de musique			
				Un type de moteur diesel	Pester						Champion Délicates		
Rythmés	Scie	Pour relier Pays sud-américain			Étêter							Firmament	
							L'Europe unie Hauteur			Service sans retour			
Métal précieux Traîneau			Légumineuse		Département français Pascal					De temps en temps on le perd			
				Jeu Grand récipient						Magicienne Lieu habité breton (préfixe breton)			
Égarant Imagine								Notre planète	Jupe courte et plissée				
					Peintre vénitien Se diverti							Singe-araignée	
Travaillai dur	Biffèrent		Île de Grèce Échec						Roue à gorge Vérifiés				Plantes des lieux humides
						Commune basque Voisin de l'ADN				Pour mettre fin à une série			
Rectal					Envoyer								
Créature tibétaine					Bramés					Américium	Largeur d'étoffe Ajouta du poids		
Implorer		Prénom féminin espagnol	Écorce de chêne Crochet de boucher				Sésame	Meurtris Petit conservateur					
					Ferme de Provence	Matière grasse animale Thune						Pronom personnel	
Pièces de vêtement harmonisés Solipèdes										Travail forcé Conjonction de coordination			
				Hasard favorable ou défavorable					Célèbre collège outre-manche				
Responsable de la maladie du sommeil							Mentionnais						

CRAAG

Secousse tellurique de magnitude 3 degrés à Bejaïa

Une secousse tellurique de magnitude 3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 11h27 dans la wilaya de Bejaïa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 7 km au sud-est de Tameridjet, précise la même source.



BMS

Persistance de la vague de chaleur sur plusieurs wilayas du pays jusqu'à mardi

La vague de chaleur et les orages qui touchent plusieurs wilayas du Sud du pays persisteront jusqu'à mardi, alors que des villes côtières enregistreront de hautes vagues, indique lundi l'Office national de météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Selon le BMS, de niveau de vigilance "jaune", les températures caniculaires persisteront lundi sur les wilayas d'In Salah, Adrar, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf où des orages seront également enregistrés, alors que la wilaya d'In Guezzam connaîtra des tempêtes de sable. Des températures caniculaires sont également attendues sur un nombre de villes côtières, à savoir El Kala, Annaba, Skikda, Jijel, Béjaïa, Azzefoune et Dellys, tandis que des vents forts souffleront les côtes d'Alger, Bouharoun, Ténès, Mostaganem et Arzew où une alerte aux hautes vagues est déclenchée. Pour la journée de mardi, le BMS prévoit la persistance de la vague de chaleur sur les wilayas de Tindouf et Bordj Badji Mokhtar et des orages à Tamanrasset et In Guezzam.

MÉTALUX PRÉCIEUX

L'or stable, freiné par l'accord commercial entre Washington et L'UE

Les prix de l'or se sont stabilisés lundi, les gains étant limités par une amélioration de l'appétit pour le risque à la suite de l'accord commercial entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Les investisseurs attendent désormais la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine prévue cette semaine. L'or au comptant est resté stable à 3.335,87 dollars l'once, après avoir atteint plus tôt dans la journée son plus bas niveau depuis le 17 juillet. Les contrats à terme sur l'or américain sont également restés inchangés, à 3.335,30 l'once. Washington a conclu dimanche en Ecosse un accord-cadre commercial avec l'Union européenne, imposant un tarif d'importation de 15 % sur la plupart des produits européens - soit la moitié du taux initialement annoncé - évitant ainsi une escalade majeure de la guerre commerciale. L'appétit pour le risque a progressé sur les marchés financiers, les actions européennes atteignant un sommet de quatre mois, portées notamment par les valeurs automobiles et pharmaceutiques. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant est resté inchangé à 38,12 dollars l'once, tandis que le platine a progressé de 0,2 % à 1.404,72 dollars et le palladium a gagné 1,2 % à 1 234,97 dollars.

LORS D'UNE CÉRÉMONIE ORGANISÉE HIER AU PALAIS DU PEUPLE

Tebboune distingue les meilleurs lauréats du BAC et du BEM

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier au Palais du Peuple (Alger), la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (session juin 2025), à qui il a remis des médailles, des cadeaux et des récompenses financières. La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat et de membres du Gouvernement, ainsi que des familles des lauréats distingués. Pour le Baccalauréat, le président de la République a distingué la première lauréate à l'échelle nationale, Raou-nak Zani du Lycée Sahraoui-Zoghلامي de Taoura (wilaya de Souk Ahras), qui a obtenu une moyenne de 19,70 dans la filière Génie électrique, la deuxième lauréate Yahiaoui Malak du Lycée Mekkioui-Mamoune (wilaya de Mascara), qui a obtenu une moyenne de 19,52 dans la filière Mathématiques, et la troisième lauréate à l'échelle nationale, Nardjes Kamel du Lycée Zineb-Oum-El-Massakine (Alger), qui a obtenu une moyenne de 19,52 dans la filière Mathématiques techniques-génie électrique. Le président de la République a également distingué le premier lauréat des écoles des Cadets de la Nation, Saadi Mouayad, qui a obtenu une moyenne de 19,41 dans la filière Mathématiques, et Hadjer Keddari, également des écoles des Cadets de la Nation, qui a obtenu une moyenne de 18,65 dans la filière Sciences expérimentales. Dans la catégorie des élèves à besoins spécifiques, le président de la République a distingué l'élève Hamdani



Salah du Lycée Allagui-Salah de Dréan (wilaya d'El Tarf), qui a obtenu une moyenne de 18,29 dans la filière Gestion-Economie, l'élève Mounib Abderrahmane du Lycée Frères-Chouhada-Lamrani" (wilaya de Batna), qui a décroché une moyenne de 16,87, et l'élève Tidjani Ilyes du Lycée Hali-Abdelkarim (wilaya d'El Oued), qui a obtenu une moyenne de 15,93 dans la filière Sciences expérimentales. Pour ce qui est de l'examen du BEM, le président de la République a distingué les meilleurs lauréats au niveau national, respectivement Talhaoui Meriem du CEM Ramdani-Hassouni (wilaya de Biskra), qui a obtenu une moyenne de 19,58, Bakir Anis du CEM Khennouche-Ahmed (wilaya d'Alger), qui a obtenu une moyenne

de 19,46, et Kheddache Fatima du CEM Amira-Moussa (wilaya de Jijel), qui a obtenu une moyenne de 19,46. Le président de la République a également distingué l'élève Belgourane Hadjala Mohamed Islam, premier lauréat des écoles des Cadets de la nation au niveau national, avec une moyenne de 19,04. Le président de la République a aussi distingué les meilleurs lauréats du BEM dans la catégorie des élèves à besoins spécifiques, à savoir Meghezi Mohamed Ayoub, qui a obtenu une moyenne de 18,01, Djaâfari Alaa Ayat Al-Rahmane, avec une moyenne de 17,44, et Kadi Halima, avec une moyenne de 15,81. Au terme de la cérémonie, les lauréats distingués ont pris une photo-souvenir avec le président de la République.

BLIDA

Réception de 50 nouveaux établissements scolaires «avant la fin de l'année en cours»

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Blida verra la réception "avant la fin de l'année en cours", d'une cinquantaine de nouveaux établissements scolaires dans les trois cycles de l'enseignement, a annoncé le wali, Ibrahim Ouchène. Lors de son intervention, à la cérémonie organisée en l'honneur des lauréats du brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat, le chef de l'exécutif local a pré-

cisé que cinquante nouveaux établissements scolaires sont actuellement en cours de construction, dont 18 seront prêts à la prochaine rentrée scolaire, ce qui contribuera à améliorer les conditions de scolarisation et le rendement scolaire. Ces nouveaux projets couvrent les trois cycles de l'enseignement et contribueront à réduire la surpopulation des classes, ce qui aura un impact positif sur le niveau d'as-

similation des cours par les élèves, a estimé le wali. Les nouvelles structures scolaires sont réparties dans les nouveaux pôles urbains et les régions qui connaissent une forte concentration de population en raison de l'expansion urbaine que connaît la wilaya de Blida depuis quelques années, notamment à Safsaf, Bouinane, Haouch E'rrih, et Bouarfâ, a-t-il expliqué.

SÛRETÉ D'ALGER

Démantèlement d'un réseau criminel et saisie de près de 70.000 comprimés psychotropes

Les services opérationnels de la Sûreté d'Alger ont démantelé un réseau criminel qui s'adonnait au trafic de drogue, et saisi près de 70.000 comprimés psychotropes, indique lundi un communiqué des services de la Sûreté nationale. Les éléments de la brigade mobile de la Police judiciaires (BMPJ), Debbih Cherif relevant de la Sûreté d'Alger, ont "démantelé un réseau criminel de huit (8) individus dont une femme, pour trafic de drogue et de

comprimés psychotropes, et saisi plus de 70.000 comprimés psychotropes", précise la même source. Menée sous la supervision du Parquet territorialement compétent, l'opération est intervenue suite à "l'exploitation d'informations concernant l'activité d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes au niveau des quartiers de la commune de Sidi M'hamed, ajoute le communiqué, précisant que les investigations diligentées par la BMPJ Debbih Che-

rif ont permis l'identification et l'arrestation des membres du réseau ainsi que la saisie de 69.660 capsules de psychotropes". Les services de Sûreté ont, par ailleurs, "saisi une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 442 millions de centimes en sus de 2.630 en euro issus des revenus du trafic, outre deux (2) véhicules utilisés dans le trafic de ces poisons". Les mis en cause ont été présentés devant le Parquet territorialement compétent, a conclut le communiqué.

Anniversaire

Hadi Ania Alissia

17 ans de joie. 17 ans de bonheur. En ce jour où tu fêtes tes 17 printemps, toute ta famille se joint à moi pour te souhaiter le meilleur. Le bonheur que tu nous donnes est le plus beau cadeau. Mohamed Ameney frétille d'impatience que le prennent dans tes bras.

Sois heureuse et continue sur la route de ton succès. On t'aime.

Papa, maman, Khiredine et Nahida